

Des livres refuges  
contre la déprime

Cahier Lectures, page B1



1



1

Cahier Sports, page 3

Mal au dos?  
Continuez à bouger!

Cahier Santé, page C1



MONTRÉAL | DIMANCHE 10 MARS 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118<sup>e</sup> ANNÉE > NO 138 > 54 PAGES > 4 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

# Le carnage continue

> À Jérusalem, à deux pas de la résidence d'Ariel Sharon > En réplique, Israël anéantit les bureaux d'Arafat à Gaza

Agence France-Presse

**JÉRUSALEM** – Au moins 14 personnes sont mortes hier soir et plus de 150 ont été blessées dans deux attentats palestiniens à Netanya et Jérusalem, qui ont également coûté la vie à leurs trois auteurs, attaques auxquelles Israël a répliqué en détruisant totalement les bureaux de Yasser Arafat à Gaza.

Un kamikaze a fait sauter une charge explosive en fin de soirée dans un café du centre de Jérusalem, tuant au moins 11 personnes et en blessant plus de 100, dont trois sont dans un état critique et 20 grièvement atteintes, quelques heures après une attaque palestinienne à Netanya, au nord de Tel-Aviv, qui a fait cinq morts, dont les deux assaillants, et une cinquantaine de blessés.

L'attentat de Jérusalem s'est produit quelques heures après la fin du Shabbat, le repos juif, dans un café bondé en plein centre de la ville, à proximité de la résidence du premier ministre Ariel Sharon, qui n'était pas chez lui au moment de l'explosion.

Cet attentat a été revendiqué par les Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste palestinien Hamas, mais aussi par les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé proche du Fatah, du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat.

Quelques heures auparavant, deux Palestiniens ont ouvert le feu à l'arme automatique et tiré des grenades sur la foule à Netanya, au nord de Tel-Aviv, tuant une femme, un bébé et un Arabe israélien et en blessant 50 autres personnes, avant d'être abattus.

Cette attaque a également été revendiquée par les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, dans l'appel d'un interlocuteur anonyme à l'Agence France-Presse.



PHOTO AP

Un nouvel attentat suicide a été perpétré hier soir dans un café du centre de Jérusalem, près de la résidence du premier ministre israélien Ariel Sharon, faisant au moins 11 morts et plus de 50 blessés. L'établissement était bondé de monde quand l'attaque, revendiquée par deux mouvements palestiniens, est survenue, créant une désolation indescriptible.



PHOTO La Presse

Garou, une déformation de son patronyme Pierre Garand.

## Seul Garou décroche une Victoire

LOUIS-BERNARD ROBAILLE  
collaboration spéciale

**PARIS** — On serait presque tenté de dire que les chanteurs québécois ont eu la bonté d'en laisser aux Français, hier soir, à l'occasion des Victoires de la Musique, la grand-messe (interminable) qui réunit chaque année le monde des variétés en France pour la remise des prix. Mais Garou était évident, omniprésent et incontournable.

Quelques heures avant la cérémonie, on pouvait se demander si les prix majeurs de la soirée ne seraient pas raffles par des Québécois: meilleur interprète masculin où l'on prévoyait Garou, meilleure interprète féminine où Isabelle Boulay n'avait pas d'autre concurrente que sa copine Zazie. Et meilleure chanson de l'année, l'un des prix décernés par un vote téléphonique des téléspectateurs: de ce côté, la concurrence ne manquait pas, mais avec *Sous le vent*, l'immense popularité de Garou, additionnée au nom magique de Céline Dion, avait de bonnes chances de l'emporter.

Voir GAROU en A2

Voir CARNAGE en A2

### AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	B6-B11	La presse d'ailleurs	A12
- télévision	B6	Loteries	A2, A5
À tire-d'aile	B12	Monde	A8
À votre tour	A15	Mots croisés	B11, C5
Bandes dessinées	C5	Mot mystère	C8
Bridge	C8	Petites annonces	C6
Décès	C9	- immobilier	C6, C7
Éditorial	A14	- marchandises	C7
Êtes-vous observateur?	C6	- emplois	C7
Feuilleton	C5	- automobile	C7, C8
Forum	A13	- affaires	C8
Génies en herbe	B11	Politique	A4
Horoscope	C9	Sciences	C10
La Presse Affaires	A10	Vos finances personnelles	A11

**MÉTÉO** Voir S16  
Faible neige  
Maximum -1 > minimum -10



## Le livre de la discorde

Le concept « un livre, une ville » continue à prendre de l'ampleur aux États-Unis. Après Chicago, San Francisco et Los Angeles, c'est au tour de New York de reprendre l'idée née à Seattle en 1998, celle de faire lire à une ville le même livre, en même temps. Grosse pomme de discorde.

Le concept arrive à New York après avoir remporté un franc succès à Chicago, où, en octobre dernier, le maire Richard Daley a encouragé ses concitoyens à lire le célèbre roman *To Kill a Mockingbird*, de Harper Lee, qui raconte l'histoire d'un avocat de l'Alabama prenant la défense d'un jeune Noir accusé du viol d'une jeune Blanche en 1932. Pour reprendre l'expression du *Los Angeles Times*, la réponse de la Ville des vents a été « électrique ». Selon la responsable de la campagne municipale, des dizaines de milliers de citoyens ont acheté, emprunté et peut-être lu le livre, participant à une activité littéraire



**RICHARD HÉTU**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À NEW YORK**

et civique sans précédent, marquée par des conversations spontanées, des discussions de groupe et une reconstitution théâtrale du procès au coeur du roman.

C'est quand même intéressant tout ça. Mais la plupart des intellectuels de New York ne veulent rien savoir du concept « un livre, une ville ». Vous dire le plaisir féroce qu'ils ont eu à démolir l'idée, profitant de l'occasion pour narguer leurs compatriotes qui vivent dans les « provinces ».

Encouragé, le maire Daley a invité Chicago à lire un autre livre ce mois-ci, soit *La nuit*, le premier témoignage de l'écrivain juif Elie Wiesel sur les camps de concentration nazis. Ce printemps, San Francisco lira pour sa part *Les Raisins de la colère*, le grand roman de John Steinbeck, banni par plusieurs vil-

Voir LIVRE en A2

## Affaires et finances

Le compte à rebours est commencé! Vous avez jusqu'au 30 avril pour produire votre déclaration de revenus. En page A11, l'équipe de la section *La Presse Affaires* vous propose les conseils d'usage et vous suggère des logiciels de préparation de déclaration qui ont fait leurs preuves. Dans un deuxième volet, *La Presse* dresse un portrait du capital-risque au Canada et trace les grandes lignes de ce mode d'investissement en pleine crise d'adolescence chez nous.

Voir nos informations en A10 et A11

Asbestos CE SOIR 21h ICI Radio-Canada

## 1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



### Il y a six mois

Six mois plus tard, quelles sont les conséquences des attentats terroristes du World Trade Center? Pierre Foglia, à New York, et Martin Vallières, à Washington, répondent à ces questions, tandis que Joël-Denis Bellavance interviewe le vice-premier ministre John Manley sur le changement d'attitude des États-Unis envers le Canada.

À lire demain dans le cahier A

## 2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE

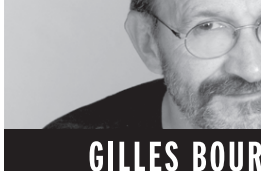


> Notre dossier spécial sur l'opération Hubble [cyberpresse.ca/hubble](http://cyberpresse.ca/hubble)

> Toutes nos critiques de livres [cyberpresse.ca/livres](http://cyberpresse.ca/livres)

> La chronique de Paul Roux [cyberpresse.ca/paulroux](http://cyberpresse.ca/paulroux)

## 3 > À VENIR CETTE SEMAINE



### > Série CART

Compte rendu de la première course de la saison CART, au Mexique, demain dans le cahier Sports



### > Le Freelander

Mis à jour au fil des années, ce véhicule fait ses débuts nord-américains. À lire demain dans la section Auto



### > Le mur dans les têtes

Pour les Allemands de l'Est, l'unification est-elle synonyme de soumission? À lire demain dans le cahier Actuel

**LOTÉRIES** | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **9-8-0** > À quatre chiffres : **3-9-2-6** | **LOTO 6/49** > **4-6-16-38-44-45** Compl. : **9** > Extra : **1-1-5-3-2-3**

# SUITES DE LA UNE

## CARNAGE

Suite de la page A1

Un porte-parole israélien, Arieh Meckel, a affirmé à l'AFP que ces attentats avaient pour but de saboter la mission du médiateur des États-Unis, Anthony Zinni, attendu la semaine prochaine dans la région, et a rendu M. Arafat responsable de ces attaques.

« Nous accusons Arafat, nous accusons l'Autorité palestinienne », a ajouté M. Meckel, car « c'est lui (M. Arafat) qui a tout commencé ».

De fait, la réponse d'Israël à ces nouvelles attaques n'a pas tardé: lors de raids d'une intensité sans précédent à Gaza, des hélicoptères de l'armée israélienne ont totalement détruit tôt ce matin les bureaux de M. Arafat dans cette ville, qui étaient la proie des flammes.

Il s'agit des bureaux où M. Arafat avait reçu par le passé les plus hautes personnalités politiques mondiales, dont le chef de l'État français, Jacques Chirac, le premier ministre britannique, Tony Blair, et

l'ex-président Bill Clinton, a affirmé un responsable palestinien à l'AFP.

Le président de l'Autorité palestinienne n'a pas mis les pieds dans ces bureaux depuis plus de trois mois, car il est confiné par l'armée israélienne depuis le 3 décembre à Ramallah, en Cisjordanie.

Plus tôt dans la nuit, des hélicoptères israéliens ont bombardé Ramallah, tuant un Palestinien.

Cette nouvelle explosion de la violence, à quelques jours du retour de M. Zinni dans la région, « démontrent l'importance de (sa) mission » en faveur d'un cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens, a déclaré un haut responsable américain sous couvert de l'anonymat.

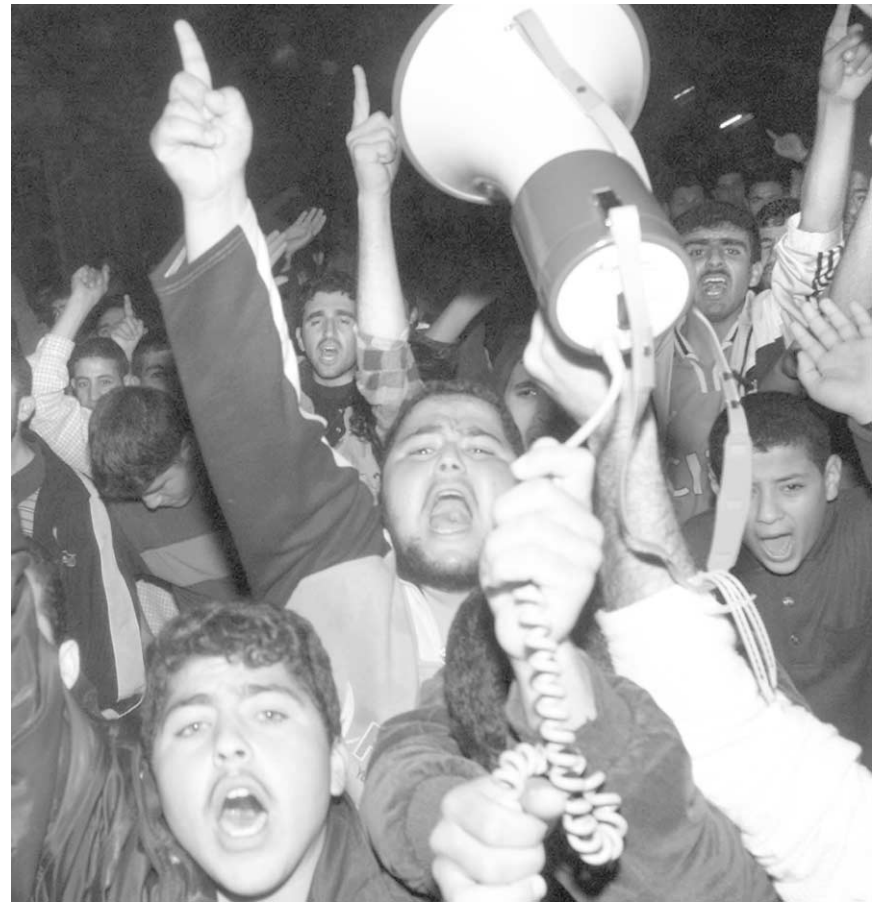
Les deux attentats ont eu lieu au lendemain de la journée la plus sanglante des deux Intifada, qualifiée de « vendredi noir » par le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud al-Fayçal. Quarante-six personnes, 40 Palestiniens et six Israéliens, ont perdu la vie lors des violences.

Parallèlement, l'armée israélienne a continué à mener hier des opérations de grande ampleur dans les camps de réfugiés de Cisjordanie. Elle s'est toutefois retirée de Tulkarem hier soir, après avoir capturé 800 Palestiniens, conduits en Israël pour être interrogés, selon des sources sécuritaires palestiniennes et israéliennes concordantes.

En Cisjordanie, une Palestinienne de 14 ans a été tuée par des tirs de l'armée israélienne dans un camp de réfugiés près de Bethléem.

Dans la bande de Gaza, un militaire israélien en civil a été tué accidentellement par une Jeep de l'armée lors d'une attaque palestinienne au point de passage de Kissoufim.

D'autre part, une Palestinienne de 18 ans est morte des suites d'une fausse couche après avoir été retenue à des barrages militaires israéliens à Kalkiliya, dans l'ouest de la Cisjordanie.



Des centaines de Palestiniens ont envahi hier les rues de Gaza pour célébrer les derniers attentats suicides commis hier à Jérusalem.

PHOTO AP

## GAROU

Suite de la page A1

Enfin, la vox populi a de nouveau porté chance au Québec. Isabelle Boulay avait remporté l'année dernière — au « suffrage universel » — le titre de révélation de l'année. Garou a, comme on pouvait s'y attendre, décroché la Victoire de la chanson la plus populaire de l'année avec *Sous le vent*. La chanson a déjà battu des records absolus de vente, et l'album de Garou, avec près de deux millions d'albums, est également numéro un de l'année en France.

Plus tôt dans l'après-midi, Isabelle Boulay s'est dit « extrêmement flattée » de se retrouver dans le tableau des finalistes 2002, après son double triomphe de l'année dernière, où elle avait également gagné auprès des grands électeurs de l'industrie la Victoire de « l'album découverte ». Sauf coup de théâtre imprévu — toujours possible avec le vote des professionnels — elle était l'autre favorite comme interprète féminine de l'année, avec Zazie, une personnalité à la fois omniprésente et très atta-

chante dans le paysage des variétés françaises.

Contrairement au vote public, qui fonctionne à l'instinct, le vote professionnel est nettement plus « politique ». On ne votera pas vraiment pour un artiste, même de qualité, si ses disques se vendent mal, mais on ne couronnera pas non plus automatiquement le succès commercial de l'année. Isabelle Boulay, avec un million d'albums pour *Mieux qu'ici-bas* en France, dépasse en vente Zazie, qui avait été l'un de ses meilleurs soutiens dans sa carrière à son arrivée à Paris. Mais les professionnels ont sans doute estimé que la Québécoise avait déjà eu « son » triomphe l'année dernière, ce qui l'écartait de la finale.

Quant à Garou, il a connu sur le plan commercial et médiatique un tel triomphe pour *Seul*, son premier album, que cela pouvait pousser l'académie à voter pour un autre que lui. Déjà présent, dès le début de la soirée des Victoires, comme le chanteur qui vend le plus d'al-

bums, et le triomphateur de l'année 2001, Garou, en somme, n'avait pas besoin d'autre consécration. De manière un peu bizarre, on lui a préféré un certain Gérard de Palmas, qui ne figurait pas au départ parmi les favoris. Une manière pour les professionnels du « show-biz » français de se démarquer des stricts chiffres de vente.

En lice également pour le meilleur spectacle musical de l'année, où aucun favori ne se détachait a priori, Garou aurait pu l'emporter. Mais il s'agit d'un prix moins important, où l'industrie s'est autorisée la fantaisie de consacrer de nouveau le « jeune homme de 84 ans » de la chanson française, Henri Salvador.

De façon très relative — car elle était comme d'habitude non pas une favorite, mais une éventuelle outsider — Lynda Lemay pourrait être considérée comme la perdante de la soirée. Une Victoire, hier soir, aurait souligné le triomphe totalement atypique qu'elle a connu au cours des douze derniers mois. Après avoir été acclamée par un

certain nombre de critiques et de personnalités culturelles, Lynda Lemay a commencé à remplir systématiquement des salles de spectacles importantes. Et puis à vendre des albums par centaines de milliers : un million d'albums à date de tous ses titres. Quoi qu'on en pense, il s'agit d'un phénomène.

Mais dans quelle catégorie la classer? Elle s'est retrouvée dans la course comme interprète féminine de l'année. Mais, sauf fantaisie extrême des professionnels, le titre va à une chanteuse qui vend beaucoup. Zazie et Isabelle Boulay étaient incontournables. Assez étrangement, on avait aussi placé Mlle Lemay parmi les finalistes pour le meilleur spectacle de l'année, là où elle avait contre elle de très grosses machines commerciales, un groupe comme Noir désir, ou un cas archéologique comme Henri Salvador. Inclassable, Lynda Lemay ne convient vraiment à aucune case précise. Il faudrait lui inventer un prix, celui du phénomène original.

À l'issue d'une soirée beaucoup

trop longue, à peine réveillée par un ou deux coups de gueule de lauréats contre, il a fallu attendre presque une heure du matin à Paris pour connaître le nom des deux principaux lauréats.

Sans s'attarder au Zénith, où avait eu lieu une cérémonie un peu brouillonne et informe, Garou était reparti se coucher avec la Victoire (du public) sous le bras: il avait un spectacle ce soir même à Bordeaux, dans le cadre d'une tournée qui le mènera pour quatre soirs à Bercy, la plus grande salle de Paris. Dans son entourage, on se disait « absolument satisfait » des résultats de la soirée. Le triomphe actuel du chanteur est tel aujourd'hui en France qu'on peut facilement en laisser aux autres: « C'est le juste retour des choses. Aux NRJ Awards du Midem, explique son agent Mario Lefebvre, Garou a eu la trophée, alors qu'on attendait Gérard de Palmas. Ce soir, certains attendaient Garou, et c'est de Palmas qui a eu le prix. »

Mais au fait, qui est ce Gérard de Palmas?

## LIVRE

Suite de la page A1

Quelle diversion bienvenue, cette controverse littéraire, dans une ville qui veut sortir du deuil et qui aime la chicane!

Ainsi donc, en mai, New York sera invitée à lire *Native Speaker*, le premier roman d'un jeune auteur talentueux, Chang-rae Lee, qui raconte les péripéties d'un politicien corrompu de la communauté coréenne de Queens, à New York. La campagne est endossée par des groupes civiques, les réseaux des écoles et des bibliothèques publiques, le quotidien *The New York Times* et BookExpo, un groupe qui tient une foire du livre au printemps. Tout est en place: la littérature, le civisme, la publicité, le commerce.

Évidemment, le choix du livre a été controversé. Le comité de sélection a rapidement écarté les plus grands romans sur New York, dont *Washington Square*, de Henry James, *Breakfast at Tiffany's*, de Truman Capote, et

*Underworld*, de Don DeLillo. Les responsables voulaient un livre moins connu qui refléterait la vie dans une ville dense et multiculturelle. Ils ont choisi *Native Speaker*, semant la zizanie. Certains critiques estiment que le livre ne mérite pas un tel honneur, malgré ses qualités. D'autres expriment la crainte que le roman n'offense les New-Yorkais d'origine asiatique. Vous voyez le genre de débat.

Mais tout ça est accessoire. L'essentiel de la discorde new-yorkaise porte sur l'idée même de faire lire un livre à une ville. Chicago et les autres peuvent bien embarquer dans une telle campagne, mais pas New York, selon Ann Douglas, professeur à l'université Columbia et auteur de plusieurs livres, dont *Terrible Honesty: Mongrel Manhattan in the 1920's*.

« Le New-Yorkais ne veut être un booster ni de sa propre ville, ni de sa propre culture.

Il laisse ça aux provinces », a confié Douglas au *New York Times*, donnant le la à la critique des intellectuels de New York.

Et d'ajouter: « Pour ce qui concerne la lecture, nous sommes le plus important groupe de lecteurs et de critiques dans le pays et peut-être dans le monde. Je préférerais que nous continuions à agir comme nous l'avons joyeusement fait au cours des 100 dernières années, c'est-à-dire en décidant ce que le reste du monde devrait lire. »

Ah! l'arrogance new-yorkaise...

L'éminent critique Harold Bloom, qui défend les grands classiques à Yale, où il enseigne, a également pourfendu le concept « un livre, une ville », soutenant que la lecture, une expérience privée, ne pouvait être orchestrée par une municipalité.

« C'est comme si nous allions tous sortir et manger des croquettes de poulet au McDo-

nald's, ou quelque chose d'aussi horrible, en même temps », a-t-il dit.

Ah! l'élitisme new-yorkais... Fiers du succès de leur expérience civico-littéraire, les citoyens de Chicago se sont sentis attaqués par les intellectuels de New York. « Ils nous traitent carrément de pay-sans », s'est indignée une porte-parole de la Chicago Public Library, dans une entrevue au *Chicago Tribune*. « C'est quoi leur problème? » a pour sa part demandé le représentant d'une association de libraires de Chicago.

Bien sûr, le concept « un livre, une ville » a des défenseurs parmi les intellectuels de New York, qui saluent toute initiative ayant pour but de donner aux gens le goût de la lecture. Au mois de mai, on verra bien si les New-Yorkais ordinaires auront le goût de lire le roman recommandé par la municipalité.

## ACTUALITÉS

## Mon Dieu, gardez-moi de mes amis



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

« Mon Dieu, gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge... » La célèbre devise demeure valable pour la plupart des démocraties modernes. Le coup de Jarnac qui risque de vous déstabiliser vient toujours forcément de vos propres rangs. Jacques Parizeau ne détestait pas jeter quelques peaux de bananes sous les pas de son successeur Lucien Bouchard. En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher s'amusa à scier la branche où s'était installé son successeur conservateur John Major.

La politique française n'a pas le monopole des guerres fratricides et des coups tordus entre alliés : elle en est seulement la championne absolue. Vous croyez que, depuis 20 ans, la guerre entre la gauche et la droite domine la vie politique ? Grave erreur. En fait, à chaque consultation électorale majeure, la question qui se pose est la suivante : le candidat de droite survivra-t-il aux attaques sournoises de ses ennemis de droite, et celui de gauche aux traquenards de ses « amis » ?

Je déjeune l'autre jour avec Claude Angeli, rédacteur en chef du *Canard enchaîné*, célèbre hebdomadaire satirique, toujours incon-

turnable même si les autres grands médias se sont lancés à leur tour depuis des années dans la chasse aux scandales et aux « affaires ». Angeli vient de publier, avec Stéphanie Mesnier, un petit livre assez édifiant sur les moeurs politiques et électorales de la France : *En basse campagne* (176 pages, Ed. Grasset).

D'où viennent les gros ennuis du président sortant, menacé entre autres par l'affaire des pots-de-vin à l'office des HLM de Paris, et celle des vacances et billets (500 000 \$) payés en liquide à la mairie de Paris ? Pour l'essentiel, sans doute, de ses ennemis de droite. « Par exemple, dit Claude Angeli, certaines « révélations » qui arrivaient régulièrement chez le juge d'instruction, ont brusquement cessé lorsque l'ancien ami et conseiller Charles Pasqua a quitté le ministère de l'Intérieur... »

Il est probable en effet que le candidat Chirac soit en train de payer, à retardement, les comptes de la campagne présidentielle de 1995.

En 1994-95, la bataille faisait rage, au sein de la droite, et plus précisément à l'intérieur du RPR, le propre parti de Chirac. Nommé premier ministre en 1993 avec son plein accord, et censé lui ouvrir le chemin vers l'Élysée, Édouard Balladur, l'ancien ami et conseiller, était devenu son principal rival pour l'élection présidentielle. La guerre fratricide s'était accompagnée de basses manoeuvres, auxquelles les lieutenants de Balladur, Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy, n'étaient pas étrangers. Le premier tenant la police, et le second... l'administration fiscale en tant que mi-

nistre du Budget. La dénonciation fiscale anonyme a souvent été un grand classique des guerres intestines en France. En tout cas, les « affaires » qui encombrant aujourd'hui le paysage chiraquien datent de la précédente élection présidentielle. Et de la guerre sanglante entre chiraquiens et balladuriens.

Bien entendu, la gauche souhaite la défaite de Jacques Chirac, c'est bien la moindre des choses. Mais c'est peut-être à droite que la partie va se jouer, c'est-à-dire que vont basculer les quelques centaines de milliers de voix qui feront la différence.

Il y a non seulement ces « affaires » qui, malgré tout, empoisonnent le climat — sans même que Jospin et la gauche aient besoin d'insister. Parmi les « très chers amis » de Chirac, certains se chargent de distiller les petites phrases assassines.

Ainsi, l'ancien président Giscard d'Estaing... que Chirac avait résolument fait battre en mai 1981, croyant ainsi s'ouvrir le chemin du pouvoir. Depuis 21 ans, Giscard n'a jamais cessé de poursuivre Chirac d'une haine tenace et de multiplier les crocs-en-jambe. Quitte même à se réjouir de la victoire de Mitterrand en 1988.

Dans une moindre mesure, le rival malheureux de 1995, Édouard Balladur, se signale aujourd'hui par une tiédeur certaine, tandis que d'anciens balladuriens s'opposent ouvertement au président sortant. Quant à l'ancien président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin — passablement affaibli par sa défaite aux municipales à Paris — il soutient Jacques Chirac un peu à la

manière dont la corde soutient le pendu et ne se prive pas de petites phrases assassines. Parions que Giscard, Balladur et Séguin s'accommoderaient assez bien d'une défaite de Chirac, c'est-à-dire de leur propre camp.

Quant au vieux leader de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen — et bien que son électoral soit globalement... à droite — il ne se cache même plus de vouloir faire battre ce Chirac qui a toujours refusé l'alliance ou l'arrangement qui lui auraient permis de s'approcher du pouvoir. Avec un score prévisible entre 10 et 13 %, Le Pen fera ce qu'il peut pour tenter de faire payer Chirac une dernière fois. Et en France, personne ne semble s'étonner qu'un extrémiste de droite travaille à faire élire l'ancien trotskiste Lionel Jospin...

Les règlements de compte internes sont, il est vrai, une vieille histoire. En 1981, Chirac tentait de faire battre Giscard... mais le communiste Marchais n'a rien ménagé pour empêcher son « allié » Mitterrand de gagner — car les communistes sentaient, avec raison, que la victoire de la gauche allait sonner le glas de leur influence politique. Chirac avait gagné. Et les communistes avaient été obligés de constater la victoire de Mitterrand, qui leur fut fatale.

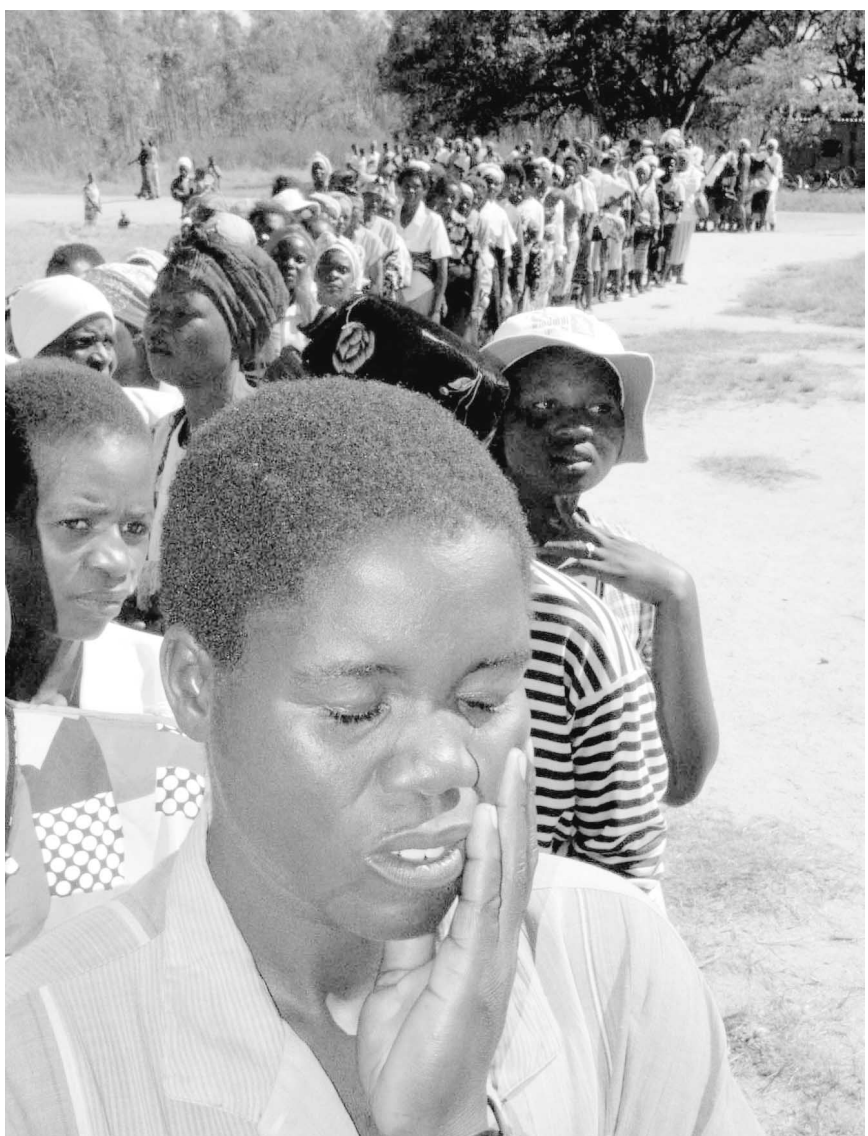
Après 1981, la gauche s'est montrée nettement moins suicidaire que la droite à ce chapitre. Mentionnons tout de même la haine tenace dont Mitterrand a éternellement poursuivi son rival Michel Rocard, jusqu'à finalement avoir sa peau en 1994. Il est vrai que, pour la gauche, la présidentielle de 1995 était pratiquement perdue à

l'avance. Mais Mitterrand avait tué ses dernières chances en s'acharnant contre Rocard, qui restait alors le meilleur prétendant au PS. Plutôt Chirac que cet ennemi mortel de Rocard !

En cette année 2002, on peut dire que Jospin a nettement moins de problèmes dans son propre camp que son rival de droite. Les communistes (en voie de disparition) et les écologistes ne semblent pas disposés à le poignarder dans le dos entre les deux tours. Bref la « gauche plurielle » demeure plutôt disciplinée.

Le danger pour Jospin peut tout de même venir, sinon de son camp, du moins de la gauche. Claude Angeli signale, justement, la haine tenace dont les vieux mitterrandiens nourrissent à l'endroit de Lionel Jospin, disciple « ingrat » de Mitterrand. De Roland Dumas à Roger Hanin, on ne fait pas mystère du plaisir qu'on aurait de voir trébucher le candidat socialiste. Et on encourage à tour de bras les dissidents.

Mais finalement, s'il y a une personne qui puisse sauver Chirac (et faire battre la gauche), celle-ci s'appelle... Arlette Laguillier. La pasionaria « trotskiste » est aujourd'hui créditée de 7 à 9 % des intentions de vote, pouvant représenter de deux à trois millions de voix, malgré la vacuité impressionnante de son discours. « Arlette » l'a annoncé clairement : elle n'appellera pas à voter Jospin au second tour. Et, si le score était très serré, elle pourrait priver la gauche de quelques centaines de milliers de voix décisives. Le Pen qui « roule » pour Jospin, et « Arlette » pour Chirac : la politique française, on le voit, est d'une simplicité biblique !



Les longues heures d'attente pour voter ont attisé l'impatience des Zimbabwéens. Certains y ont vu une manœuvre du président Robert Mugabe (photographié alors qu'il venait de voter) pour contrer l'opposition.

## Le Zimbabwe vote dans le chaos

Gaz lacrymogènes et coups de matraque viennent épicer l'élection présidentielle

Agence France-Presse

**HARARE — Douze électeurs zimbabwéens ont été blessés hier par la police à Harare au premier jour d'une présidentielle entre le président Robert Mugabe et son principal rival Morgan Tsvangirai, un scrutin très lent, marqué par de longues files d'attente et que le pouvoir envisage de prolonger.**

La police antiémeute est intervenue dans trois banlieues d'Harare, hier, devant l'impatience des électeurs potentiels, soumis à des heures de queue à l'entrée des bureaux de vote.

À Kuwadzana, au sud de la capitale, une vingtaine de policiers antiémeutes ont chargé la foule en colère, faisant 12 blessés. Certains de ces blessés ont été matraqués sur la tête et dans le dos, a constaté un journaliste de l'AFP, et selon des témoins, la police a également utilisé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air à balles réelles.

« Vous appelez cela (une élection) libre et équitable ? », demandait un électeur se présentant sous le prénom de Richard. « Nous avons 60 000 électeurs (enregistrés dans ce bureau de vote) et seulement 2000 ont pu voter jusqu'à présent ».

Des violences ont aussi été rapportées à

Budirio, Mbare et Chitungwiza. Selon un membre de la mission du Commonwealth, un incident similaire à celui survenu à Kuwadzana s'est produit à Budirio, une autre banlieue de Harare.

Hier matin, la police antiémeutes est également intervenue sans faire de blessés dans l'un des quartiers ouvriers de la capitale, Glen Morah, la population ayant commencé à se masser dangereusement devant un bureau de vote dont la porte d'entrée a été brisée.

Dès l'ouverture du scrutin, des files d'attente de centaines, voire de milliers de personnes se sont formées à l'entrée des bureaux des grandes villes du pays, Harare, Bulawayo (sud-ouest), Marondera ou Bindura. Malgré la faim, la fatigue et le froid, nombre d'électeurs se disaient prêts à dormir sur place si nécessaire.

Le parti de M. Tsvangirai, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), a accusé le pouvoir de ralentir délibérément le déroulement du scrutin, notamment « dans les bastions du MDC », pour empêcher les électeurs de s'exprimer.

La lenteur du vote à Harare peut s'expliquer par la combinaison de l'élection prési-

dentielle et des municipales dans cette ville. De plus, le nombre de bureaux de vote a été réduit à Harare et dans la plupart des zones urbaines par rapport aux législatives de juin 2000, alors que la population a augmenté.

**Dans la capitale, des électeurs continuaient de glisser leur bulletin dans l'urne, trois heures après la fermeture officielle du scrutin.**

Devant la lenteur du processus et l'ire des électeurs, des observateurs locaux ont appelé, hier, à une prolongation du scrutin de deux à quatre jours. Morgan Tsvangirai a lui aussi réclamé une prolongation du vote.

« Nous sommes face à une crise » et « la situation est très explosive », a déclaré le président du Réseau de soutien à l'élection au Zimbabwe (ZESN), composé de 38 observateurs indépendants. « Nombre d'entre nous s'inquiètent d'une éventuelle explosion de la situation, particulièrement à Harare, a poursuivi Reginald Matchaba-Hove devant les journalistes.

La décision du gouvernement de réduire le nombre des bureaux de vote dans les zones urbaines densément peuplées — favorables à l'opposition — est « une recette menant au désastre et au désordre », a ajouté le chef des observateurs indépendants.

Selon lui, de nombreux électeurs n'ont pu

voter car ils ont été rayés des listes électorales ou n'ont pu produire de pièces d'identité.

Le ministre de la Justice Patrick Chinamasa a déclaré à l'AFP que le scrutin, prévu initialement les 9 et 10 mars, serait prolongé « si cela devient nécessaire ». Il n'a pas précisé la durée de cette prolongation éventuelle, qui serait décidée aujourd'hui.

Hier soir, trois heures après la fermeture officielle du scrutin fixée à 19 h, heure locale (soit midi au Québec), des électeurs continuaient de glisser leur bulletin dans l'urne dans certains quartiers d'Harare, après avoir menacé de camper toute la nuit devant le bureau de vote.

La réouverture du scrutin était prévue pour 7 h, ce matin.

M. Mugabe a voté hier matin à Highfields, banlieue populaire de Harare, où il a prédit sa victoire. M. Tsvangirai votera lui dimanche, jour de son 50<sup>ème</sup> anniversaire.

La campagne électorale a été marquée par des violences politiques qui ont fait 33 morts selon les défenseurs des droits de l'Homme, et 16 selon la police.

Pas moins de 5,6 millions d'électeurs sont inscrits à ce scrutin, qui représente pour le président Mugabe, âgé de 78 ans et au pouvoir depuis 22 ans, le plus grand défi de sa carrière politique.

cyberpresse.ca Suivez de près le déroulement du scrutin controversé au Zimbabwe à

www.cyberpresse.ca/zimbabwe

# Avant la pluie, le beau temps

KARIM BENESEAIEH

OXYMORON : selon le dictionnaire, « association de mots ayant un sens contradictoire ». Comme faire du ski en camisole. Ou jouer au golf début mars.

Ou se faire chauffer la couenne au soleil par une température de 20 degrés, et ce un 9 mars, comme des milliers de chanceux habitant le sud du Québec ont pu le faire hier.

Le plaisir aura cependant été de courte durée, des averses, des vents violents et un retour au point de congélation ayant couronné ce surprenant samedi.

Selon Environnement Canada, on a frôlé hier le record de chaleur de 17,4 degrés enregistré en 2000 à Dorval : on n'a pu faire mieux qu'un 16,9. Une chaleur tout de même « extraordinaire », selon le météorologue Gilles Brien, dans la mesure où la normale saisonnière est de -1,3 degré.

Tout aussi extraordinaire est la variété de températures enregistrées dans la grande région métropolitaine. Pendant que le thermomètre atteignait les 20 degrés à Marieville, en début d'après-midi, il faisait 3 à Mirabel.

« Vous voyez à quel point le travail de météorologue est un défi quotidien, dit M. Brien. Comment voulez-vous faire des prévisions dans ces conditions ? »

Pendant que les terrasses surgissaient un peu partout en ville, quelques golfeurs ont testé les rares terrains ouverts aux alentours de Montréal — comme à Saint-Bernard-de-Lacolle. D'autres sportifs, encore plus audacieux ou originaux, ont connu la sensation de skier dans ces conditions quasi-estivales. Près de 95 % des pistes étaient ouvertes hier dans les centres du sud du Québec. « Ce n'est pas la chaleur qui est dommageable, c'est plutôt la pluie ou les vents chauds », explique Martine Lizotte, porte-parole de l'Association des stations de ski du Québec.

À la station de ski Bromont, ils étaient quelques centaines hier à profiter de cette combinaison unique de neige et de chaleur. Marie Chantal Bergeron, de Noyan, illustrait à sa façon le paradoxe : elle a décidé de skier en petite camisole. « Et j'ai encore chaud, j'ai le dos tout en sueur ! » a-t-elle précisé.

La neige granuleuse avait un charme particulier pour les débutants, puisqu'elle les empêchait de glisser trop vite. Pour Annie-Ève Coudry, accompagnatrice à la Fondation des aveugles du Québec, ces conditions représentaient même la situation idéale pour ses

protégés. « C'est cool, il y a beaucoup moins de danger pour les personnes aveugles. Et c'est tellement agréable, cette température. Je ne me rappelle pas avoir jamais vécu une journée pareille ! »

## Comme la semaine dernière

C'est la proximité d'un système dépressionnaire « intense », selon Environnement Canada, qui explique cette belle journée rapidement suivie du mauvais temps. Après avoir frôlé des records de chaleur, on s'attendait hier soir à des rafales de vent atteignant les 100 km/h, des précipitations de 15 à 20 mm et un refroidissement soudain.

La dépression qui se trouvait hier en début de journée en Ontario a attiré sur nous des masses d'air chaud en provenance du sud. En arrivant sur le sud du Québec, cette dépression ramènera des températures plus hivernales, se mêlant à des averses et des vents violents.

Il s'agit en fait d'un scénario presque identique à celui qui avait amené du temps doux puis un refroidissement spectaculaire, entre dimanche et lundi derniers.

Ce cocktail météorologique est particulièrement dangereux, dit Gilles Brien, puisqu'il rend les routes et les trottoirs très glissants, tandis que les vents risquent de déplacer les objets et les structures mal fixés.

Il faudra vraisemblablement s'habituer à ces sautes d'humeur de la nature, précise le météorologue. « Il y a de plus en plus d'épisodes où l'on voit la météo se détraquer. L'hiver que nous avons eu est le plus doux en 60 ans. Nous avons eu les deux plus grandes catastrophes naturelles du siècle en 1996 et 1998 — les inondations au Saguenay et la crise du verglas. »

Le réchauffement de la planète, estime-t-il, ne fait plus aucun doute : les 10 dernières années ont été les plus chaudes du siècle. « On voit maintenant des poissons tropicaux à des latitudes inhabituelles : on a même vu des requins au large de l'Alaska ! »

Le printemps, manifestement, est en avance cette année. On a récemment recensé 138 espèces d'oiseaux de retour au Québec, un nombre anormalement élevé. Selon de nombreux témoignages, des chevreuils sont déjà sortis de leurs ravages, et des oies blanches ont entamé leur migration vers le nord. Tous ces phénomènes sont habituellement associés à la fin du mois de mars.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©  
Pour Annie-Ève Coudry, accompagnatrice à la Fondation des aveugles du Québec, les conditions de ski à Bromont hier représentent la situation idéale pour ses protégés. La neige granuleuse empêchait les skieurs d'atteindre une grande vitesse.

# Montréal fait la promotion de ses maisons neuves

RAYMOND GERVAIS

C'EST BEAU, C'EST NEUF, mais ça coûte une petite fortune une maison neuve à Montréal !

Lyne Baribeau et son ami Justin Chamberland cherchent la maison de leurs rêves depuis environ un mois. Comme quelques milliers d'autres acheteurs éventuels ils ont profité hier non seulement de la magnifique journée printanière où le mercure a grimpé à 16,9 degrés au centre-ville, mais aussi de la 6<sup>e</sup> édition des Visites libres à Montréal, organisée par la Ville de Montréal afin de promouvoir l'achat d'une habitation dans la nouvelle ville.

Cette année, 43 projets immobiliers (lofts, appartements en copropriété, maisons de ville, cottages jumelés ou détachés et résidences de prestige) sont proposés aux visiteurs.

M<sup>me</sup> Baribeau et M. Chamberland n'ont pas encore déterminé l'arrondissement où ils aimeraient s'installer. Leur choix se porte vers une maison de ville ou un cottage jumelé. Plusieurs possibilités s'offrent à eux, mais comme ils travaillent tous les deux au centre-ville, ils ne veulent pas trop s'éloigner.

« On doit pouvoir se rendre et revenir du boulot sans devoir trop allonger notre journée de travail. Nous habitons présentement un logement dans un triplex du quartier Rosemont et nous utilisons le transport en commun tous les jours pour se rendre au travail. On aimerait bien pouvoir continuer à le faire et à ne pas prendre la voiture », a précisé M. Chamberland.

Le week-end dernier, le jeune couple a visité un nouveau projet immobilier dans le quartier Ahuntsic, hier, ils se sont rendus à Anjou et à Rivière-des-Prairies. Ils trouvent ce quartier trop éloigné. Aujourd'hui, ils iront comparer avec une maison qui les attire particulièrement dans le quartier Rosemont.

« Ma femme est tombée en amour avec une propriété au nouveau square Bélanger, mais il n'y a pas de bouche de métro dans les environs. Il faudrait absolument prendre d'abord l'autobus, puis le métro pour aller travailler. Mais ce n'est pas la fin du monde, c'est tout de même mieux que la banlieue. Il faut faire un choix, on ne peut pas tout avoir, il faut faire des compromis lorsqu'on cherche une maison. L'environnement du secteur, la qualité de la construction, la grandeur des pièces et le prix sont autant de facteurs à considérer », a ajouté M. Chamberland.

M<sup>me</sup> Baribeau a confié pour sa part que son conjoint trouvait qu'elle avait des goûts dispendieux. « Il est vrai que lorsque je trouve une maison à mon goût, elle comprend habituellement plusieurs options. C'est mon petit péché... et ce sera notre toute première maison. On travaille tous les deux depuis huit ans pour se payer notre chez soi à nous. On peut bien se gêner un peu non ? D'ailleurs c'est le temps d'acheter, les économistes le disent, les taux d'intérêts sont bas et le prix des loyers ne cessent de grimper. On se décide cette année c'est certain », a dit M<sup>me</sup> Baribeau en regardant son ami dans les yeux.

Afin d'aider l'acheteur éventuel, la Ville de Montréal a publié une brochure qui s'intitule le Guide de l'acheteur, édition 2002. Sous la forme d'un magazine, le guide comprend une liste de 150 projets résidentiels neufs. On y retrouve la localisation du projet et le type d'habitations proposées. On y retrouve aussi le nom du projet et le numéro de téléphone du promoteur, la proximité des moyens de transports et un aperçu des prix demandés. Cette brochure est distribuée gratuitement dans le hall d'entrée de l'édifice Chaussegros-De Léry au 303, rue Notre-Dame Est. Dès demain, le guide sera aussi disponible dans les bureaux Accès-Montréal et les bureaux d'arrondissements de la Ville de Montréal.

## Vente de cigarettes à des mineurs : pas question de payer l'amende !

QUÉBEC — Estimant avoir été prise au piège, une femme de Québec entend contester, jusqu'en cour s'il le faut, le constat d'infraction qui lui a été émis pour avoir vendu des cigarettes à une adolescente de 15 ans qui agissait comme commis-vérificatrice pour le compte de Santé Canada.

Caissière dans un supermarché du boulevard Charest, Chantal Valin jure qu'elle ne payera pas l'amende de 604 \$ (500 \$ plus les frais de 104 \$) dont elle a écopée.

« Quand je vais recevoir mon billet d'infraction, je vais cocher la case non-coupable et le retourner par la poste », a affirmé hier la jeune femme de 32 ans.

Au cours de la dernière semaine, Santé Canada a mené un blitz d'inspection au cours duquel 309 commerces de la région de

Québec ont été visités afin de vérifier s'ils se conformaient à la loi qui interdit de vendre des produits du tabac aux personnes mineures.

Des jeunes de 15 et 16 ans sont embauchés par Santé Canada pour faire ces vérifications. Ces « commis-vérificateurs » tentent d'acheter des cigarettes dans les commerces et s'ils réussissent, les commerçants reçoivent un avertissement.

« Je n'avais pas de doute, a plaidé M<sup>me</sup> Valin. C'était une petite blonde frisée à l'air timide, mais je n'ai pas hésité à lui vendre un paquet. Dans ma tête, elle avait 18 ans ».

Quelques minutes plus tard, deux inspectrices de Santé Canada venaient l'informer qu'elle avait vendu des cigarettes à une mineure. — PC

## Deux journalistes de La Presse en nomination dans un prestigieux concours de journalisme

KARIM BENESEAIEH

LES JOURNALISTES André Noël et Marie-Claude Malboeuf seront les deux représentants de La Presse en lice cette année au prestigieux Concours canadien de journalisme, dont les vainqueurs seront dévoilés le 26 avril prochain à Calgary.

Au total, 16 trophées seront alors remis parmi les 48 candidats annoncés vendredi dernier.

André Noël est finaliste dans la catégorie Projet spécial, pour sa série de 17 reportages publiés en décembre 2001 sur le réseau terroriste montréalais (disponible à [www.cyberpresse.ca/reseauerrorisme](http://www.cyberpresse.ca/reseauerrorisme)). Il y décrivait la filière du terrorisme islamique dans la métropole, dont l'existence a été mise au jour par l'arrestation en décembre 1999 d'Ahmed Ressay, à la frontière américaine près de Seattle.

Les autres journaux en lice sont le Kingston Whig-Standard, pour le récit du décès d'une fillette de sept ans dans un logement délabré, situé dans un sous-sol à Kingston, et le Toronto Star pour son article dévoilant les procédures secrètes et le manque de discipline de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario.

Marie-Claude Malboeuf, elle, a publié une série d'articles au printemps 2001 sur Haïti, qui lui ont valu une nomination dans la catégorie Reportage à caractère international. Envoyée spéciale à Port-au-Prince, la journaliste avait dressé un portrait du pays le plus pau-

vre des Amériques.

Les autres finalistes dans cette catégorie sont Miro Cernetig, du Globe and Mail, pour sa série d'articles sur le commerce d'enfants esclaves en Chine, et Martin Regg Cohn du Toronto Star, pour sa série d'articles sur les musulmans modérés au Pakistan.

Pour la première fois en six ans, le caricaturiste Serge Chapleau, gagnant en 1997 et 2000, n'est pas en nomination.

Le grand favori cette année est le Globe and Mail, qui compte 13 finalistes dans huit catégories. Viennent ensuite le Toronto Star avec six finalistes, le Vancouver Sun et l'Edmonton Journal avec quatre chacun, le National Post et l'Ottawa Citizen avec trois chacun, puis La Presse et le Simcoe Reformer avec deux finalistes.

Le 26 avril, les lauréats recevront un chèque de 1500 \$ et un certificat d'excellence. Par ailleurs, les journalistes qui se classeront deuxième recevront une mention d'excellence et un prix de 250 \$.

Le Concours canadien de journalisme est régi par un conseil d'administration formé de rédacteurs en chef, d'éditeurs, de représentants du public provenant de tous les coins du Canada et de représentants du Toronto Press Club. Les prix sont administrés par l'Association canadienne des journaux.

Depuis 1949, La Presse est le quotidien francophone le plus primé au Québec, avec 13 trophées; du côté anglophone, The Gazette en a récolté 43. À l'échelle canadienne, la palme revient au Toronto Star, gagnant de 93 trophées.

André Noël et Marie-Claude Malboeuf représenteront le journal au CCJ.

### PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi au vendredi dans

La Presse

MONTREAL PLUS

### COMPTES IMPAYÉS?

Nous récupérons les créances de 100 \$ et plus moyennant des frais de 20 % des sommes perçues sans recours aux tribunaux.

Aucuns frais sans résultat  
Demandez notre documentation gratuite.



GRÉGOIRE PERRON, avocats  
Téléphone : (514) 285-6441  
Sans frais : 1 888 285-6441  
Télécopieur : (514) 285-8589  
Courriel : gperron@videotron.ca

3034014

*Courez la chance de gagner 10 000\$ applicable à l'achat du véhicule de votre choix*

# Salon DES VÉHICULES RÉCRÉATIFS DE MONTRÉAL

plus de 450 véhicules en tout genre

Toute une collection!

14 AU 17 MARS 2002

## AU STADE OLYMPIQUE

- informations sur les différents terrains de camping du Québec et des États-Unis
- assistez aux conférences

**Heures d'ouverture:**

- jeudi: 11h à 22h
- vendredi et samedi: 10h à 22h
- dimanche: 10h à 17h

**Admission:**

- Adultes: 9,50\$
- 65 ans et plus - Étudiants: 7,50\$
- Gratuit pour les enfants de 12 ans et moins, accompagnés d'un adulte

La Presse

**TQS**

CKAC 730

RADIO RockDéfense

ACVRO

3025373A

3025376

# Le bonheur est de la tire sur la neige



**STÉPHANE LAPORTE**  
collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

Ça fait quatre mois que j'y pense. À tous les dimanches, depuis que la première neige est tombée, je le demande à ma mère: « Maman, est-ce qu'on va à la cabane à sucre, aujourd'hui? » Elle me répond toujours non. Il faut attendre que la sève monte. C'est long.

Ce matin, elle m'a répondu oui. En ce dimanche de mars 1967, je m'en vais pour la première fois de ma vie, à la cabane à sucre. J'ai 6 ans. Assis sur le banc arrière de l'Impala de mon père, entre ma soeur et mon frère, j'ai hâte qu'on arrive.

J'adore le sucré. Autant que le hockey. Un petit bonbon, ça m'excite. Imaginez, toute une cabane à sucre. C'est un rêve. Stéphane au pays des merveilles. Je n'ai presque pas déjeuné. La moitié de mon bol de Froot Loops. Pour me garder de la place. Pour pouvoir manger la cabane au complet.

Nous y voilà. Première constatation. La cabane n'est pas en sucre. Elle est en bois rond. À moins que ce soit des gros bâtons forts au ca-

ramel? Je demande à ma mère: « Maman, la cabane, est-ce qu'elle est en sucre? » C'est mon frère qui me répond: « Ben non, nono, c'est une cabane à sucre, pas une cabane en sucre. » Ah, les subtilités de la langue! Et moi, qui ne dort pas depuis une semaine, parce que j'avais peur que la cabane à sucre fonde, à cause du temps doux!

On entre à l'intérieur. Dans les vapeurs de bines et de lard brûlé. On s'assoit à la grande table. Et le festin commence. Des crêpes avec du sirop d'érable. Du pain doré avec du sirop d'érable. Du bacon avec du sirop d'érable. N'importe quoi avec du sirop d'érable. Heureusement, j'adore le sirop d'érable!

Soudain, mon père demande au cuisinier, s'ils ont des oreilles de crisse. J'ai peur! C'est la première fois que j'entends ça. Des oreilles de crisse! Manger les oreilles du Christ! Je ne comprends plus rien. On mange son corps à l'église. Et ses oreilles à la cabane à sucre? Je demande à ma mère: « Maman, Papa veut manger les oreilles de Jésus? » C'est encore mon frère qui me répond: « Ben non, nono, c'est pas les oreilles du Christ! » Alors c'est les oreilles de qui? Mon frère rigole: « C'est les oreilles de personne, c'est même pas des oreilles! » Je suis dépassé. Une cabane à sucre qui n'est pas en sucre. Des oreilles de crisse, qui ne sont ni au Christ, ni des oreilles. Y'a-t-il encore un mot, une expres-

sion qui veut dire ce qu'elle veut dire? C'est alors que ma soeur demande des pets de soeur. Je ne dis rien. Je ne veux pas encore passer pour un nono. Des pets de soeur sont-ils vraiment des pets de soeur? Je ne le saurais jamais. Une chose est sûre, je n'y goûterai pas!

L'orgie achève. Je brasse le sirop de ma dixième crêpe. Je pense que je n'ai plus faim. Et c'est alors que ma mère dit: « On va aller prendre le dessert dehors! » Je suis éberlué. Premièrement, j'ai l'impression de manger du dessert depuis une heure. Car dans ma tête, du dessert, c'est du sucré. Que peut-il bien y avoir de plus sucrés que des crêpes et du pain doré!? Deuxièmement, aller manger dehors, qu'est-ce que ce concept? Maman m'a déjà emmené pique-niquer. Mais c'était en plein été. Jamais on a mangé dans la neige. Par zéro degré.

On s'habille. Et on s'en va dehors. Quelle aventure! Il y a des chaudières qui poussent après les arbres. Je demande à ma mère comment on appelle ces arbres. Est-ce des chaudières? Mon frère me répond que ce sont des érables. Et que c'est avec les seaux qu'on recueille la sève qui donne le sirop. Wow! Je suis impressionné. « Pourquoi on fait pas ça chez nous? » Mon frère m'explique que lorsqu'on attache une chaudière sur un poteau de corde à linge, ça donne du sirop qui goûte les bas mouillés! Ouache!

Je n'étais pas encore remis de

mes arbres à chaudières, quand un bûcheron étend, devant nous, de la tire toute chaude sur la neige. Et là, je vois mon père prendre un petit bâton de bois et manger la tire mêlée à la neige. Mon père mange de la neige! Ça ne se peut pas! Il devait y avoir de la drogue dans mes Froot Loops! J'hallucine! Je me souviens quand j'avais deux ans, j'essayais parfois de manger de la neige. Et mon père, ma mère, mon frère, ma soeur m'avaient tous dit, qu'on ne mangeait pas la neige. C'était réglé dans ma tête. Et voilà, qu'ici on peut. C'est impossible.

Mon père me dit: « Vas-y, fais comme moi! » Je n'ose pas. Je suis figé. C'est trop beau. J'ai peur de me faire chicaner. Il y a comme un interdit qui me retient. Papa s'approche de moi: « Regarde je vais te montrer. » Il met le bâtonnet dans ma petite main et m'aide à tortillonner la tire autour. Et guidant ma main, il m'en fait prendre une bouchée. Je ris. Il sourit. Oui, on peut manger la neige dorée. Plus besoin d'aide. Je reprends mon petit bâton. Et à fond, la tire! Ça me colle après les dents. Jusqu'aux genoux! C'est le paradis. Manger de la tire sur la neige avec mon père, ma mère, mon frère et ma soeur. Oui, le bonheur est dans le pré. Quand il est couvert de neige. Et qu'on met de la tire d'érable toute chaude pardessus.

Avant d'arriver ici, je croyais qu'on mangeait la cabane. C'est encore bien mieux. On mange le champ. On mange la forêt.

Le grand air, ça donne faim. J'aurais bien mangé toute la neige sucrée de cette campagne, mais il commence à faire nuit. Et il nous faut entrer.

Je somnole dans l'auto en arrière. J'ai mal au ventre. Mais je suis heureux.

J'ai vieilli. Je ne vais plus à la cabane à sucre. Les bines et les galettes ne sont pas mon fort. Et les oreilles de crisse et les pets de soeurs sont des mots qui me font toujours aussi peur. La tire sur la neige ne m'attire pas. Sans mon père, ma mère, mon frère, ma soeur. Sans mes 6 ans. Mais si un jour, j'ai un enfant, c'est sûr que je vais l'emmener là. Pour voir ses yeux s'étonner quand je vais lui dire qu'il peut manger de la tire sur la neige. Pour voir son visage s'illuminer à sa première bouchée. Et surtout, pour qu'il se revoie dans mes bras, quand il va repenser à ce moment-là, des années plus tard.

Bon dimanche. Je vous donne des beaux becs sucrés. Attention, ça colle!

■ ■ ■

Le problème avec les hôpitaux au Québec, c'est qu'il y a plus de ministres de la Santé que d'infirmières!

■ ■ ■

C'est scandaleux de constater que Jojo Savard n'a jamais gagné un prix Gémeaux! Elle qui a tant fait pour les Gémeaux, les Capricornes, les Vierges, les Cancres...

## Une autre affaire de moeurs secoue le clergé américain

### L'évêque de Palm Beach admet avoir agressé sexuellement un jeune séminariste

CHARLOTTE RAAB  
Agence France-Presse

WASHINGTON — La vague de révélations qui déferle sur les agissements sexuels ou pédophiles de religieux catholiques a pris une nouvelle dimension avec la démission d'un évêque de Floride nommé pour ramener la sérénité dans un diocèse se remettant à peine d'un précédent scandale.

L'évêque de Palm Beach, Anthony O'Connell, a annoncé sa démission, vendredi, en confirmant des informations selon lesquelles il avait agressé sexuellement un jeune séminariste, il y a plus de 25 ans.

L'affaire est particulièrement embarrassante pour une hiérarchie catholique américaine déjà sur la défensive et qui a multiplié ces dernières semaines les actes de contrition.

Cette démission s'ajoute à une vague sans

précédent de révélations sur les méfaits de religieux pédophiles qui ont été récemment révoqués par dizaines, tandis que se déroulait le procès de l'ex-prêtre John Geoghan, condamné à 10 ans de prison pour pédophilie, le mois dernier.

M<sup>re</sup> O'Connell lui-même avait cosigné, la veille de sa démission, une déclaration des évêques de Floride. Ces 10 religieux soulignaient que « L'agression sexuelle de quiconque, et particulièrement d'enfants, provoque des sentiments de révolte, de colère et de grande tristesse », et qu'elle est « à la fois un crime et un péché ».

M<sup>re</sup> O'Connell avait également souscrit à l'engagement de ces évêques de « protéger le bien-être des administrés de l'église catholique en Floride », en appelant « toutes les personnes de bonne volonté à nous aider à travailler pour la protection et la sécurité des plus vulnérables, spécialement nos enfants ».

L'évêque de Palm Beach avait été nommé

en 1999 pour remplacer M<sup>re</sup> Keith Symons, le premier évêque américain à démissionner en raison de ses relations sexuelles avec des garçons. Sa hiérarchie ignorait tout de son passé, a-t-il assuré.

En 1975, le jeune Christopher Dixon, 13 ans, était venu se confier à Anthony O'Connell, alors recteur d'un séminaire à Hannibal, au Missouri, lui racontant que deux prêtres l'avaient agressé.

« Sous prétexte de m'aider à me réconcilier avec mon corps, (O'Connell) a fini par me prendre dans son lit », a accusé Christopher Dixon, aujourd'hui âgé de 40 ans, dans un entretien publié jeudi dans le journal *St. Louis Post-Dispatch*.

En 1996, le diocèse où s'étaient déroulés les faits avait passé un accord à l'amiable avec Christopher Dixon, en dépression après avoir consacré cinq ans à la prière: moyennant 125 000 \$, il renonçait à toute poursuite.

Dixon n'a pas pour autant oublié les abus commis, et ses déclarations au journal ont rattrapé l'évêque, qui n'avait plus entendu parler de lui depuis l'accord.

Pour l'évêque, ses relations avec Dixon étaient teintées d'ambiguïté mais s'inscrivaient dans le contexte particulier des années 1970 et des « expérimentations » de tous genres.

« Je me suis complètement trompé », a-t-il reconnu vendredi, en se disant « vraiment, profondément désolé pour la douleur, la colère et la confusion infligées ».

Selon le vicaire général du diocèse, le clergé a été effondré lorsque M<sup>re</sup> O'Connell, un religieux particulièrement respecté et apprécié par les fidèles, leur a annoncé sa démission. « Ils l'ont supplié de ne pas partir. L'un après l'autre, ils lui ont demandé de rester. Nous prêchons la rédemption, le pardon, il faut aussi que nous les pratiquions », a déclaré Seamus Murtagh.

**PIERRE FOGLIA**  
CHAQUE MARDI, JEUDI ET SAMEDI

La Presse  
cyberpresse.ca

**Anglais, Français, Espagnol, italien.**

PROCHAINES SESSIONS (jour, soir)  
1<sup>er</sup> avril et 29 avril  
Inscrivez-vous aujourd'hui!

Centre-ville: (514) 849-8393  
Hochelaga-Maisonneuve: (514) 255-4851

www.ycmontreal.qc.ca / langues

**CAMP D'ÉTÉ**  
IMMERSION ANGLAISE

EXCEL ANGLAIS

Enfants / jeunes de 5 à 16 ans  
Approche participative

**INSCRIPTIONS MAINTENANT!**  
425, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal  
Appelez-nous : (514) 840-9209

LE CENTRE EQUILIBRIUM PRÉSENTE  
L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION

POUR INFORMATION SUR LES COURS APPELZ  
(514) 843-YOGA(9642)

Tout terrain, tout le temps

new balance MW 962

2A B D 2E 4E

DES LAURÉATS POUR SATISFAIRE TOUTS VOS BESOINS, POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE À L'AMBI.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique

**endurance**

6579, rue Saint-Denis, Montréal  
(514) 272-9267  
endurance.montrealplus.ca  
Métro Beaubien / Stationnement disponible

**Un cadeau merveilleux**

ROSETTE MOCIORNITZA  
PEINTRES D'ICONES  
Tél. : (450) 656-0188  
www.iconesmociornitza.com

**Félicitations!**

Les boursiers d'excellence du cégep de Saint-Laurent de l'année 2000-2001 ont reçu une bourse de 200 \$ à 1 200 \$ lors de la Soirée Excellence du 27 février dernier. Félicitations à madame Marie-Pier Doré-Tétrault, honorée par la médaille du gouverneur général, ici accompagnée de monsieur Pierre B. Lesage, président du conseil d'administration. Félicitations à nos ambassadeurs!

**Art dramatique**: Valérie Gagnon-Laniel • **Cinéma**: Noémie De Pas • **Langues**: Paulina Cimachowicz • **Lettres**: Myriam Lamoureux • **Arts plastiques**: Maude Lahaie • **Danse**: Caroline Poirier-Pesant • **Musique**: Geneviève Guitard • **Sciences de la nature**: Caroline Poirier-Pesant • **Sciences humaines**: Geneviève Guitard • **Techniques administratives**: Rola Ajam • **Technologie de l'architecture**: Patrick Hugh Tiernan, Marie-Josée Joly • **Techniques d'assainissement de l'eau**: Stéphanie Héroux • **Assainissement et sécurité industriels**: Valérie Turcotte • **Technologie de l'électronique**: Nathalie Lehoux • **Techniques de génie mécanique**: Marc Bellavance • **Techniques de l'informatique**: Mélanie Gauthier, Clément Karumuhinzi • **Techniques d'intervention en loisir**: Véronique De Longchamp • **Musique populaire**: Jean-Sébastien Leblanc • **Soins infirmiers**: Louise Lebel

**FORMATION CONTINUE**: Gestion financière informatisée: Tatiana Bosak • Guide en tourisme d'aventure: Mylène Pronovost • Programmeur-analyste en informatique de gestion: Henning Heinemann • Actualisation en informatique de gestion: Augustina Mirauti • Conception et dessin assistés par ordinateur: Mustapha Lferd • Prix de l'association des parents: Mercédès Baillargeon, Julie Nadeau-Lavigne, Anne-Marie Roy

**Socioculturel**: José Leblanc-Deschênes, Othmane Alaoui • **Socioculturel et académique**: Noémie De Pas, Pier-Luc Lasalle • **Athlète par excellence**: Dominique Rancour, Jean-François Hogue • **Scolaire et sportif**: Véronique De Longchamp, Rafal Klodzinski • **Prix CGA**: Rola Ajam

**Français**: Véronique Dupuis • **Secteur Technique**: Philippe Brault • **Secteur Préuniversitaire**: Simon Bouléric • **Prix du Lieutenant-gouverneur du Québec**: Noémi De Pas • **Médaille du gouverneur général**: Marie-Pier Doré-Tétrault

**Cégep de Saint-Laurent**  
625, avenue Sainte-Croix  
Saint-Laurent (Québec) H4L 3X7  
Téléphone: (514) 747-6521  
Télécopieur: (514) 748-1249  
www.cegep-st-laurent.qc.ca

**loto-québec résultats**

**649** Tirage du 2002-03-09  
04 06 16 38 44 45  
Complémentaire: (09)

**49** Tirage du 2002-03-09  
17 23 28 30 42 46  
Complémentaire: (10)

**PANCO** Tirage du 2002-03-09  
04 05 08 13 16  
19 20 21 24 29  
31 32 33 34 39  
45 46 49 55 67

**Quatrième** Tirage du 2002-03-09  
3 4  
980 3926

**EXtra** Tirage du 2002-03-09  
NUMÉRO: 115323

**EXtra** Tirage du 2002-03-08  
NUMÉRO: 068824

**SUPER 7** Tirage du 2002-03-08

GAGNANTS	LOTS
7/7	0
6/7+	3
6/7	58
5/7	3 932
4/7	79 642
3/7+	70 047
3/7	652 356

Ventes totales: 9 358 668 \$  
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$

**Le jeu doit rester un jeu**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

**ANIMAUX**

4 jours consécutifs pour seulement 30,48 \$\* pour 3 lignes  
2,54 \$\* par ligne additionnelle par jour \*taxes en sus

LES PETITES ANNONCES  
**987-VENDU**  
sans frais 1 866 987-VENDU (8363)  
Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

# Trois ans plus tard, le tunnel du Mont-Blanc est rouvert

Les familles de disparus n'étaient pas invitées aux cérémonies

THIERRY BOINET  
Associated Press

CHAMONIX — Romano, un citoyen britannique qui partait en vacances à Corfou, est le premier automobiliste à avoir pu pénétrer dans le tunnel du Mont-Blanc, hier à 12h40, rouvert à la circulation des voitures après trois ans de fermeture.

Sous les flashes des photographes, ce Londonien de 26 ans, né en Italie, a franchi gratuitement le péage après avoir reçu un dépliant lui précisant les consignes de sécurité pour emprunter le tunnel. « Ça ne me fait rien du tout d'être le premier. Je suis venu au Mont-Blanc parce que, pour moi, c'était le plus court chemin et, en plus, c'est gratuit aujourd'hui », a expliqué le jeune homme qui n'a pas souhaité donner son nom de famille.

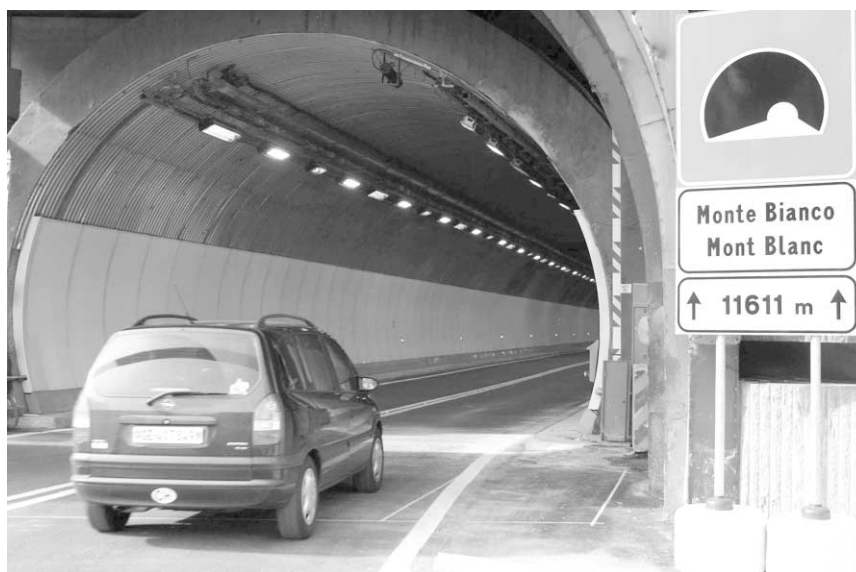
Comme une cinquantaine d'autres automobilistes, Romano a dû patienter deux heures sur la rampe d'accès avant de pouvoir franchir les Alpes par le tube de 11,6 km reliant la France à l'Italie. Plusieurs cérémonies avaient en effet été prévues hier matin pour marquer la réouverture du tunnel fermé depuis l'incendie qui avait fait 39 morts le 24 mars 1999.

Ainsi, dans la matinée, le père Dominique Brèche, le curé de Chamonix, a béni l'ouvrage. Lors de la bénédiction, prononcée au milieu du tube, à proximité du poste central de secours, le prêtre a souhaité que « ce tunnel ne soit plus seulement régulé par le profit et l'argent ».

Dans le même temps, les familles des victimes de l'incendie, qui n'ont pas été autorisées à participer à cette bénédiction ni à entrer les premières dans le tunnel, comme elles l'auraient souhaité, ont effectué un dépôt de gerbes au mémorial situé sur la rampe d'accès.

« La réouverture du tunnel du Mont-Blanc est le symbole de la libre circulation en Europe », a souligné Gilbert Santel, le nouveau président de l'ATMB (autoroute et tunnel du Mont-Blanc), le concessionnaire français. « Je crois que c'est aujourd'hui le tunnel le plus sécuritaire du monde », a-t-il ajouté avant de préciser que « 350 millions d'euros avaient été investis pour la réhabilitation, dont 80 % pour la sécurité des usagers ».

Entre 2000 et 3000 personnes ont manifesté au pied de la rampe d'accès qui conduit à la plateforme pour protester contre la réouverture pour protester contre la réouverture prochaine de l'ouvrage à la circulation des poids lourds, prévue selon



Il fallait attendre plus d'une heure hier pour compter parmi les premiers à circuler dans le tunnel du Mont-Blanc. La réouverture n'a pas fait que des heureux et plus de 2000 personnes ont manifesté contre le retour des poids lourds dans la région.

le ministère des transports après le 15 mars.

À l'appel de l'ARSMB (association pour le respect du site du Mont-Blanc) et de plusieurs mouvements comme Greenpeace, les Verts ou la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, les manifestants ont dénoncé dans le calme leur opposition en parcourant

les trois kilomètres qui séparent le centre de Chamonix de la rampe d'accès.

« Tunnel du Mont-Blanc : enjeu des présidentielles » ou « Chamonix : capitale mondiale des poids lourds », pouvait-on lire sur les banderoles, dont certaines portaient la caricature de Lionel Jospin et Jean-Claude Gayssot à côté de la

mention : « fossoyeurs du Mont-Blanc ».

Au son des clarines (cloches à vaches), plusieurs centaines d'enfants se sont joints à la manifestation à la sortie des écoles. « Aujourd'hui, nous sommes sur le bord de la route ; la prochaine fois, pour les camions nous serons au milieu de la route », a expliqué l'un des manifestants, Jean-Paul Trichet. Plus déterminé que jamais, Georges Unia, le président de l'ARSMB qui qualifie cette première manifestation de succès, s'est déclaré prêt à « la guérilla passive et non violente » pour s'opposer à la réouverture aux poids lourds. « On a de la réserve sous le pied et pas mal d'imagination », a-t-il ajouté.

Une file d'attente de près d'un kilomètre s'était formée deux heures seulement après l'ouverture sur la rampe d'accès française au tunnel. Plusieurs centaines de touristes, en séjour dans la région, ont souhaité emprunter l'ouvrage. « On voulait en profiter pour faire un tour en Italie, et puis aussi pour voir », a expliqué l'une d'elles, Isabelle Carat, 40 ans, de Romans (Drôme). Il fallait compter en milieu d'après-midi plus d'une heure de patience pour pouvoir arriver au péage, que les voitures ne peuvent franchir qu'à raison d'une à toutes les 10 secondes.



## LES BEAUX DIMANCHES

# ce soir

**JE VOUS PARLE D'UN TEMPS...**

Ils chantent les trésors de la chanson française

**19h30**



**ASBESTOS**

A-t-il le mandat de fermer l'usine?

**21h**



ICI Radio-Canada

# Des proches de victimes d'actes criminels lancent un appel à l'aide

SÉBASTIEN RODRIGUE

APRÈS AVOIR VU, en l'espace de deux ans, un ami tué par une balle perdue et un autre poignardé, le jeune Guillaume Corbeil s'est enlevé la vie, ce qui laisse croire à ses parents et à ses amis que les actes criminels affectent non seulement les victimes, mais aussi les proches qui se retrouvent ensuite sans ressource.

Environ une centaine de personnes ont assisté hier aux funérailles du jeune homme de 22 ans retrouvé sans vie lundi dernier. Guillaume Corbeil n'a laissé aucune note pour expliquer son geste et manifesté très peu de signes de ses intentions. « La mort de Marc-Alexandre (Chartrand) l'a mis à terre et ça a été l'élément déclencheur. Ce ne serait pas arrivé s'il avait eu les services d'un psychologue », croit son ami Benoît Baril rencontré sur le parvis de l'église. Guillaume Corbeil connaissait bien Benoît Baril, qui a survécu miraculeusement à une violente attaque à coups de machette dans un autobus de Montréal en novembre 2000.

L'automne dernier, un des meilleurs amis

de Guillaume Corbeil, Marc-Alexandre Chartrand, avait eu moins de chance. Ce jeune homme de 17 ans avait été abattu en pleine rue à Montréal en octobre dernier, alors qu'il faisait la file pour entrer au bar l'Aria. « C'était son meilleur ami, c'était une grosse injustice et ça lui a brisé le cœur », raconte le père de Guillaume, Robert Corbeil.

Le jeune homme montrait pourtant une assurance étonnante dans ces circonstances et il avait accordé plusieurs entrevues aux médias pour dénoncer la violence faite aux jeunes. « Il a tout donné aux autres, il allait même voir la grand-mère de Marc-Alexandre Chartrand, mais lui, il ne disait rien », raconte son père.

Il avait néanmoins cherché de l'aide auprès du CLSC des Mille-Îles ces derniers temps, où on lui avait fermé la porte au nez, selon son père. Robert Corbeil trouve que les jeunes du quartier Saint-Vincent-de-Paul à Laval, où vivaient Guillaume Corbeil et Marc-Alexandre Chartrand, manquent de services. « Ils ont fermé les maisons des jeunes, les policiers les chassent quand ils se rassemblent quelque part et il n'y a pas

d'aide. Pourquoi ne pas mettre de l'argent pour nos jeunes puisque c'est notre avenir », rage-t-il.

Les parents de Benoît Baril, Roger Baril et Michèle Forcier, renchérisent et déplorent l'abandon du gouvernement envers les proches des victimes d'actes criminels. « Les parents des victimes n'existent pas aux yeux du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels », soutient Roger Baril. Pour eux, les proches des victimes doivent aussi recevoir une aide psychologique pour éviter des cas comme celui de Guillaume Corbeil.

Les Baril, ainsi que d'autres proches de victimes d'actes criminels, tentent en vain de rencontrer le ministre de la Justice, Paul Bégin, à ce sujet. « Ils ne veulent pas payer pour des soins pour la famille », conclut M. Baril.

En décembre dernier, le ministre Bégin avait néanmoins accepté que la notion de victime soit élargie afin que les services d'aide psychologique des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) puissent être offerts à davantage de membres des familles de victimes.

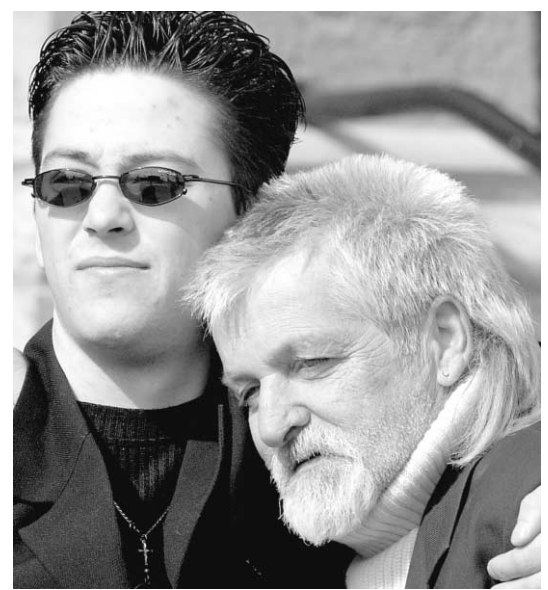


Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

Benoît Baril et Robert Corbeil déplorent le manque de services pour les jeunes du quartier Saint-Vincent-de-Paul à Laval, ainsi que le laxisme du CLSC des Mille-Îles après la mort de Guillaume Corbeil.

## DES BONNES NOUVELLES!

### L'ACCENT GS



**ACHETEZ  
et  
ROULEZ  
SANS  
PAIEMENTS**  
pendant 90 jours  
PDSF 12 395 \$

FINANCEMENT  
À L'ACHAT  
**0%**  
DISPONIBLE  
JUSQU'À 36 MOIS

### NUMÉRO 1



LE VÉHICULE  
LE PLUS VENDU  
DANS SA  
CATÉGORIE  
(AIAMC)



### L'ACCENT GS

LOUEZ  
à partir de  
**165 \$\***  
par mois/60 mois

**0 \$**  
COMPTANT  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
TRANSPORT ET  
PRÉPARATION INCLUS



ELANTRA GT



### L'ELANTRA BERLINE GL

LOUEZ  
à partir de  
**199 \$\*\***  
par mois/48 mois

**0 \$**  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
TRANSPORT ET  
PRÉPARATION INCLUS

**ACHETEZ  
et  
ROULEZ  
SANS  
PAIEMENTS**  
pendant 90 jours  
PDSF 15 295 \$

FINANCEMENT  
À L'ACHAT  
**0%**  
DISPONIBLE  
JUSQU'À 36 MOIS



**GARANTIE 5 ANS**

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km  
(éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)  
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. \* Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour l'ACCENT GS 2002 à partir de 165 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 9 900 \$. Aucun comptant, aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. \*\* Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ELANTRA BERLINE GL 2002 à partir de 199 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 9 552 \$. Comptant de 995 \$, aucun dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. L'offre d'essai sans paiement pour 90 jours s'applique uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2002. Aucun frais d'intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 60 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts sur une période de 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 29 mars 2002.



**HYUNDAI**  
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

LES PARTENAIRES HYUNDAI

# Washington explore des plans d'attaques nucléaires contre sept pays, dont la Russie

d'après AFP

**WASHINGTON** – La Maison-Blanche a demandé aux militaires américains de préparer des plans d'urgence en vue d'une éventuelle utilisation d'armes nucléaires contre la Chine, la Russie, l'Irak, la Corée du Nord, l'Iran, la Libye et la Syrie, écrivait hier le *Los Angeles Times*.

D'après un rapport secret du ministère américain de la Défense (Pentagone) présenté aux membres du Congrès (parlement) le 8 janvier et dont le quotidien dit avoir eu connaissance, il y a trois cas dans lesquels il pourrait être recouru à de telles armes : contre des cibles capables de résister à une attaque non-nucléaire ; en représailles à une attaque à l'arme nucléaire, biologique ou chimique ; ou « dans le cas d'événements militaires surprenants ».

Le rapport souligne que le Pentagone devrait être prêt à faire usage d'armes nucléaires dans le cadre d'un conflit arabo-israélien, notamment d'une attaque irakienne contre Israël, d'une guerre entre la Chine et Taiwan, d'une attaque de la Corée du Nord contre la Corée du Sud.

Les responsables américains ont depuis longtemps reconnu qu'ils avaient des plans détaillés d'attaque nucléaire contre la Russie. Mais ce serait apparemment la première fois qu'une liste officielle de pays-cibles potentiels serait ainsi établie par les États-Unis, selon les analystes.

Des experts ont dit au *Los Angeles Times* qu'ils s'attendaient à de fortes réactions des gouvernements de ces États après les informations sur ce rapport.

De fait, dès hier, des responsables russes ont répondu avec inquiétude à ces informations de presse. « Le Pentagone a décidé de vérifier la réaction des militaires et des politiciens russes », en organisant ainsi cette « fuite » d'information, a déclaré Dmitri Rogozine,

président de la commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du Parlement russe), cité par Interfax.

Ce rapport « oblige la direction russe à apporter une plus grande attention à la sécurité militaire de l'État », a déclaré le général Léonid Ivachov, responsable des relations extérieures au ministère russe de la Défense jusqu'à l'été dernier, cité par Interfax.

Selon lui, les États-Unis « ont toujours considéré et considèrent l'URSS et la Russie post-soviétique comme un rival géopolitique », et « le cœur de la doctrine géopolitique des États-Unis est d'affaiblir ou de pousser le puissant État russe hors de la scène politique », a déclaré le général.

De son côté, M. Rogozine a estimé que « les tentatives de déplacer les armes nucléaires d'une catégorie politique à une catégorie d'armes qui puissent être utilisées dans un conflit sont dangereuses pour les États-Unis eux-mêmes ».

Aux États-Unis dans l'intervalle, les réactions déjà sont vives. « C'est de la dynamite », a par exemple

commenté Joseph Cirincione, un spécialiste en armes nucléaires au Fonds Carnegie pour la paix internationale à Washington. « Je peux m'imaginer ce que ces pays vont dire à l'ONU », « cela fait clairement des armes nucléaires un outil pour faire une guerre, plutôt que pour dissuader d'en faire », a-t-il ajouté.

Le gouvernement américain « essaie désespérément de trouver de nouveaux usages pour les armes nucléaires, alors que leur usage devrait se limiter à la dissuasion », a, de son côté, averti John Isaacs, président du Conseil pour un monde viable. « Ce sont des propos très, très dangereux (...) Le docteur Folamour est manifestement toujours vivant au Pentagone », a-t-il conclu.

Au contraire, pour les analystes conservateurs, comme Jack Spencer, de la Fondation Heritage à Washington : « Nous avons besoin d'une dissuasion crédible contre les régimes impliqués dans le terrorisme international et la mise au point d'armes de destruction massive. ».



Photo d'archives REUTERS

**Le vice-président des États-Unis Dick Cheney**

## Cheney chez les Arabes

OLIVIER KNOX  
Agence France-Presse

**WASHINGTON** — Le vice-président américain Dick Cheney quitte aujourd'hui les États-Unis pour une tournée qui le conduira en Grande-Bretagne, Turquie, Israël et dans neuf pays arabes, où ses entretiens seront focalisés sur la guerre contre le terrorisme et le conflit israélo-palestinien.

Ce voyage de dix jours intervient alors que les spéculations redoublent à propos d'une possible intervention contre l'Irak, une fois l'Afghanistan nettoyée du réseau Al-Qaeda d'Oussama ben Laden.

La question de l'Irak, placée au centre de l'« axe du mal » par le président George W. Bush et qui continue de défier les États-Unis en refusant le retour d'inspecteurs en désarmement de l'ONU sur son sol, sera l'un des sujets principaux abordés par Dick Cheney, selon des responsables américains.

Vendredi, le vice-président a indiqué que les États-Unis doivent « s'assurer qu'aucun sanctuaire ne peut être établi quelque part qui puisse devenir un refuge... pour Al-Qaeda actuellement sous une énorme pression en Afghanistan des forces américaines ».

« Il est important de continuer à travailler avec nos amis dans ces autres pays ». « Il y a des cellules (terroristes) dans d'autres pays de la région »,

a-t-il précisé.

Le vice-président se rendra en Israël, Grande-Bretagne, Turquie, Égypte, Jordanie, Arabie Saoudite, au Koweït, à Bahrein, aux Émirats Arabes Unis, à Oman, au Qatar et au Yémen.

« Le voyage a pris une signification un peu différente en raison de la crise au Proche-Orient mais je ne soulignerai pas outre-mesure cet aspect », a affirmé Dick Cheney. « C'est clairement quelque chose qui sera évoquée à chaque étape », a-t-il toutefois reconnu.

L'objectif principal de la tournée devrait rester la coopération avec les pays de la région dans la guerre contre le terrorisme. Le vice-président a indiqué qu'il parlerait de partage de renseignements, de coopération judiciaire et militaire, et des efforts pour « assécher les sources de revenus du réseau Al-Qaeda partout où nous les trouverons ».

Même s'ils ne sont pas présents dans ces pays, les militaires américains ont un rôle à jouer en matière de formation, de fourniture et d'entretien de matériels, estime le vice-président.

L'expérience et les contacts de Dick Cheney, ancien secrétaire à la Défense pendant la guerre du Golfe en 1991, devraient lui servir lors de sa tournée.

Un changement de régime en Irak, voulu par Washington, sera au centre de ses discussions mais pas l'unique sujet, selon un responsable s'exprimant sous couvert d'anonymat.

« Il n'y a eu aucune décision sur la façon d'avancer dans cette direction », précise-t-il.

Le vice-président rendra également visite à des troupes déployées dans la région et évoquera aussi les relations bilatérales militaires et économiques entretenues par les États-Unis avec les pays dans lesquels il se rendra.

Tandis que le vice-président Cheney effectuera sa tournée, l'émissaire spécial de l'administration Bush pour le Proche-Orient, le général Anthony Zinni, devrait tenter sur place d'aider Israël et les Palestiniens à instaurer une trêve après un regain de violence sans précédent.



Photo AP / FORCES ARMÉES

**Contingent de soldats canadiens arrivant hier à la base militaire de Kandahar, en Afghanistan. Le Canada a maintenant dépêché près de 900 soldats dans la région.**

### AFGHANISTAN

## Les Américains parlent d'« assaut final » contre Al-Qaeda

ALAIN BOMMENE  
Agence France-Presse

**GARDEZ, Afghanistan** — Les forces américaines ont affirmé hier préparer « l'assaut final » contre les hommes d'Al-Qaeda qui, après une semaine de résistance acharnée, ne seraient plus que 200 à lutter dans les hautes montagnes d'Arma, glaciales et enneigées, dans l'est de l'Afghanistan.

La coalition internationale espérait profiter d'une amélioration du temps pour lancer cet assaut, après 24 heures de tempête de neige et de brouillard, qui ont perturbé l'offensive en cours depuis le 2 mars autour de 3000 mètres d'altitude.

À la mi-journée hier, le ciel s'est dégagé et quatre puissantes explosions, signe de nouveaux bombardements, ont retenti depuis les montagnes, a rapporté un journaliste de l'AFP à Gardez, capitale de la province du Paktia, à environ 40

kilomètres de la zone des combats.

Mais après une éclaircie de quelques heures, le ciel s'est à nouveau couvert et la neige s'est remise à tomber sur les montagnes, qui, dans l'après-midi, n'étaient plus visibles depuis Gardez.

Dans la ville même, des centaines d'hommes envoyés en renfort par le ministère afghan de la Défense ont commencé à se déployer, sous l'oeil inquiet des habitants et les critiques des commandants locaux, habitués à faire régner leur loi sur cette région peuplée en majorité de Pachounes, et hostiles à cet afflux de combattants essentiellement tadjiks.

Environ 200 de ces hommes, sans uniforme, certains en sandales pataugeant dans la neige, armés de Kalachnikov et lance-roquettes, étaient stationnés aux abords de la résidence du gouverneur provincial, imposé par Kaboul mais dont l'autorité est contestée par des chefs de guerre locaux.

Un millier d'hommes, accompagnés de blindés, ont ainsi été mobilisés par le ministre de la Défense, le Tadjik Mohammad Qassim Fasim, avec pour mission officielle, selon les Américains, d'être intégrés au dispositif multinational.

L'opération Anaconda, outre les moyens aériens, mobilise jusqu'à présent 2000 hommes à terre, Américains, soldats de plusieurs autres pays et troupes afghanes recrutées localement, entraînées et payées par les Américains.

Dans les montagnes, les forces américaines misaient sur un affaiblissement de l'ennemi, et attendaient hier un temps plus favorable pour lancer « l'assaut final » contre Al-Qaeda, a déclaré un porte-parole de la coalition, le major Bryan Hilferty, sur la base de Bagram, au nord de Kaboul.

Selon le Pentagone, il n'y a plus que 200 hommes du réseau terro-

riste retranchés dans les montagnes du Paktia. Les responsables américains ont fait état d'une baisse d'intensité des combats depuis vendredi, l'expliquant à la fois par le mauvais temps et par une moindre résistance du camp adverse.

Le temps « épouvantable » qui s'est abattu sur la région a cloué au sol plusieurs avions américains, a expliqué le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld.

Le froid et le mauvais temps devraient pourtant oeuvrer en faveur des troupes américaines, en rendant la vie « plus difficile à terre » pour les troupes adverses, a estimé le major Hilferty.

« Nous sommes capables de capturer les hommes qui sont retranchés parce qu'ils ont froid et sont fatigués, nous allons profiter de cela », a-t-il dit, en répétant que les forces d'Al-Qaeda, encerclées, ont le choix entre « se rendre ou mourir ».



Photo AFP  
**David Trimble, leader protestant et premier ministre d'Ulster, s'adressant aux journalistes hier à Belfast.**

## David Trimble surprend l'Ulster en proposant un référendum sur l'unification

HERVÉ AMORIC  
Agence France-Presse

**BELFAST** — À la surprise générale, le premier ministre d'Irlande du Nord, le protestant David Trimble a proposé hier d'organiser l'an prochain un référendum dans la province britannique sur l'unification de l'Irlande.

« C'est une procédure simple qui règlera le problème pour une génération », a déclaré M. Trimble, qui espère qu'un tel scrutin confortera la place actuelle de la province au sein du Royaume-Uni.

David Trimble venait d'être réélu à la tête du Parti unioniste d'Ulster, la principale formation protestante, qui milite pour le maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni.

M. Trimble n'avait prévenu ni les cadres de son parti ni même ses ministres au sein du gouvernement local, partagé entre catholiques et protestants, avant de lancer ce défi sans précédent aux partis catholiques nationalistes, partisans d'une île d'Irlande unie.

« Arrêtons net le bluff des républicains », a tonné David Trimble devant son parti. Selon lui, l'ambition du Sinn Féin, aile politique de l'IRA, de réunifier l'Irlande en une génération est une « illusion ».

Mais le gouvernement britannique, qui seul peut organiser un tel scrutin, a réagi plutôt fraîchement à l'annonce du chef du gouvernement semi-autonome nord-irlandais.

« Il n'existe pas de projet pour organiser un tel référendum à ce stade, mais si M. Trimble a des

propositions à faire, nous ne doutons pas qu'il voudra nous en parler », a déclaré un porte-parole de Downing Street.

Martin Mansergh, le conseiller du premier ministre irlandais Bertie Ahern sur l'Irlande du Nord, a indiqué pour sa part qu'il n'y avait « aucun soutien » de la part de Londres et Dublin à cette proposition jugée « polarisante ».

Depuis la partition de l'île, en 1921, la position constitutionnelle de l'Irlande du Nord est l'un des enjeux fondamentaux d'un conflit qui a fait plus de 3500 morts.

Le dernier référendum de ce type, en mars 1973, avait été boycotté par les catholiques, offrant aux unionistes un résultat confortable : 98,9 % des voix avaient félicité la place de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni.

**Rendez-vous Salon des VR 14 au 17 mars 2002 stade olympique**

**Safari Condo Junior**

**Savana Condo Plus**

### Allez plus loin avec un Condo de...

**Par Nado**

FABRIQUANT DE VÉHICULES RÉCRÉATIFS

[www.parnado.com](http://www.parnado.com)

Rens.: 1 877 806-3666

# Parrain de la drogue arrêté

« Nous voulions son arrestation depuis des années », clame Washington pour saluer le coup de filet des soldats mexicains



Tout sourire, le chef de l'agence fédérale de lutte contre la drogue des États-Unis, Asa Hutchinson, a expliqué les circonstances de l'arrestation de Benjamin Arellano-Felix, hier matin.

Associated Press

**MEXICO – L'armée mexicaine a annoncé avoir arrêté hier le supposé chef du plus redouté des cartels de la drogue du pays. Des indices laissent croire que son frère, également recherché, est mort.**

Les ministères de la Justice et de la Défense ont précisé dans une conférence de presse commune que Benjamin Arellano Felix avait été arrêté vers 1 h du matin à Puebla, à 105 km à l'est de Mexico. Aucun coup de feu n'aurait été tiré durant l'opération.

La découverte d'un autel suggère

que Ramon, le frère du trafiquant présumé et trafiquant lui-même, est mort dans une fusillade à Mazatlan, le 10 février dernier. Le ministre de la Justice, Rafael Macedo de la Concha, a souligné que les résultats des analyses, notamment celles des empreintes génétiques, n'étaient pas encore connus.

**Les Américains se réjouissent**

Les deux hommes sont considérés comme les chefs du cartel basé à Tijuana et accusé de centaines de meurtres — au moins 300 — de policiers, magistrats, rivaux et passants. Ramon Arellano Felix, 37 ans, figurait sur la liste du FBI des 10 personnes les plus recherchées et une récompense de 2 millions de dollars (3,17 millions CAN) était offerte pour sa capture. Benjamin s'occupait apparemment des finan-

ces et Ramon de la sécurité et des opérations sur le terrain.

Le chef de l'agence fédérale américaine de lutte contre la drogue (DEA), Asa Hutchinson, s'est félicité de l'arrestation. « Nous la voulions depuis des années. C'était notre priorité », a-t-il déclaré à Washington.

Les autorités mexicaines ont également annoncé l'interpellation d'un proche des trafiquants, Manuel Martinez Gonzalez, qui aurait joué un rôle dans le blanchiment de l'argent de la drogue et dans la protection des dirigeants du gang. Benjamin Arellano Felix, qui aura 50 ans mardi, a été « emmené dans un endroit sûr » de Mexico. Les autorités américaines avaient annoncé vendredi l'arrestation à Denver, San Diego et dans la région de Minneapolis de 22 personnes soupçonnées d'être liées au cartel.



23<sup>e</sup> édition

## Salon national de l'habitation

Présenté par  
**STAR CHOICE**  
LA LIBERTÉ

Du 1<sup>er</sup> au 10 mars 2002 au Stade olympique



Un salon  
renouvelé  
Un parcours  
simplifié

# 4 SALONS

pour vous en mettre  
plein la vue

## LA RÉFÉRENCE EN HABITATION !

Cette année, le Salon national de l'habitation présenté par Star Choice, c'est quatre salons à visiter selon vos projets :

**SALON RÉNOVATION ET CONSTRUCTION**

**SALON COUR ET JARDIN**

**SALON ÉLECTRONIQUE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES**

**SALON DÉCOR ET STYLE**

Plus de 500 exposants, des conseils de professionnels, des innovations...

Ouvrez grands les yeux et voyez aussi des attractions qui vous en mettront plein la vue !



### MOBILIA PRÉSENTE LES BELLES À CROQUER

Vous cherchez le style qui correspond à votre mode de vie ? La designer Andrée Desrosiers vous propose trois salles à manger conçues pour les *Copines d'abord*, Isabelle Maréchal, Johanne Fontaine et Pénélope McQuade. Minimaliste, contemporaine ou classique, elles sont toutes belles à croquer !



### SIGNATURE DESIGN

À bas les tendances ! Jean-Daniel Pilon, designer de Lowestein et associés, vous parle d'attitude plutôt que de tendance. Il marie les styles, les matières et les époques pour mettre en scène les créations des maîtres du design dans une atmosphère feutrée.

### TECHNOMANIA

Technomania, en collaboration avec le magazine Québec Audio-Vidéo, vous projette dans l'avenir avec les dernières nouveautés en électronique et nouvelles technologies. À voir absolument.



### À VOIR ÉGALEMENT :

La *Maison d'aujourd'hui et de demain* présentée par Audio Centre, *Coup de cœur sur les maisons de campagne*, présenté par La Presse, *La 5<sup>e</sup> Avenue*, *Le Pavillon des inventeurs* présenté par l'Inventarium du Québec, *Place aux styles Benjamin Moore*, *Forum Tendances*, présenté par Kaycan et animé par Illustra et d. et, en primeur, Gaz Métropolitain présente *La Maison de rêve les Ailes de la Mode*.

## Célébrités...



### MAURICE GRAND'MAISON

JOYEUX 80<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

À Maurice Grand'Maison  
Le 15 mars 2002

Un homme généreux, sensible, passionné,  
érudit, bricoleur et joueur de golf.

Un homme que nous aimons et admirons.

Ton épouse, Réjeanne, tes huit enfants,  
brus, gendres, treize petits-enfants, et deux  
arrière-petits-enfants te fêteront le 16 mars.

Célébrités...

Pour plus de renseignements  
285-6999 ou 285-7274

**La Presse**

Appels interurbains sans frais : 1-866-987-8363

## UNE SIMPLE MARCHE

Le simple fait de marcher d'un bon pas quotidiennement procure énormément de bienfaits à vos articulations, les ligaments et les cartilages articulaires qui subissent favorablement les effets de l'activité et négativement la résultante de l'inactivité.

Une articulation c'est fait pour bouger.

Dérouillez les articulations!

Quand les articulations grincent c'est que le cartilage est en danger. Flex-O-Flex vous apporte d'innombrables solutions naturelles qui préservent le cartilage d'une usure prématurée, tout en stimulant sa reconstruction et en favorisant le métabolisme du collagène. Sept formules distinctes et exclusives à Flex-O-Flex procurent un bien-être démontré aux articulations.

Une des sept formules exclusives de Flex-O-Flex est une formule choc en ampoules buvables de 2 000 mg de sulfate de glucosamine, une dose supranutritionnelle, une véritable mine de glucosamine, d'assimilation rapide, un nourriflex par excellence.

Pourquoi ne pas essayer aussi le Flex-O-Flex à la capsaisine. Oui la crème analgésique à la capsaisine, exclusive à Flex-O-Flex (DIN émis par Santé Canada) peut vous apporter une hémococoncentration ou hyperhémie active, c'est-à-dire une concentration salutaire du sang LA OÙ ÇA FAIT MAL.

**Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

Entrée : Adultes 10 \$ • Aînés et étudiants 8 \$ • Enfants 4 \$

Heures d'ouverture : Lundi au vendredi : 10 h à 21 h • Samedi : 9 h à 22 h • Dimanche : 9 h à 19 h

La Presse

ckmf  
94.3  
energie

CKAC 730

APCHA

dmg world media

30300733

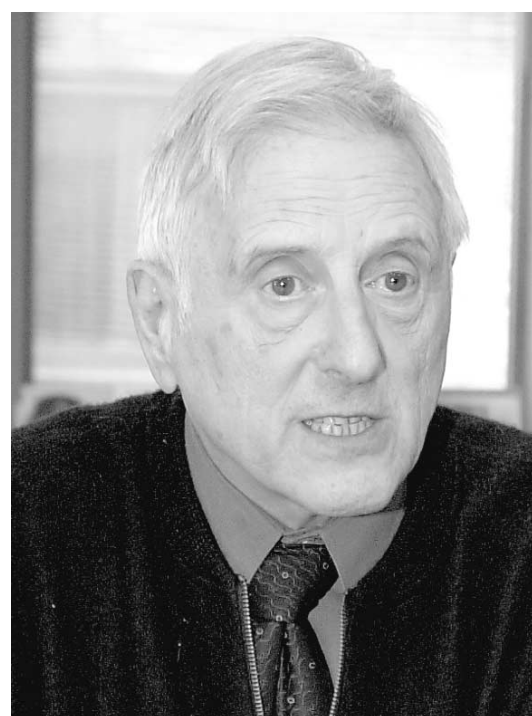
3030733

# AFFAIRES

## Le capital-risque traverse sa crise d'adolescence



RUDY LE COURS



Bernard Coupal, président du fonds de capital-risque T2C2-Bio.



Michel Ré, v.-p. exécutif, investissements à la Banque de développement du Canada.



Denis Dionne, président de CDP Capital Technologies.

Le capital-risque au Québec et au Canada n'a pas la maturité de son grand frère américain qui vit la quarantaine heureuse.

Au Québec par exemple, les premières mises pour soutenir le développement d'une entreprise de haute technologie se sont faites dans la foulée de la naissance de BioChem Pharma, à la fin des années 80.

C'est au début des années 90 qu'ont commencé à apparaître des sociétés vouées exclusivement à investir dans les nouvelles technologies. Il y a eu BioCapital, puis les Innovatech, TC et autres MedTech Partners. Jusqu'en 1995-96, la notion de capital-risque est restée beaucoup plus liée au démarrage ou à des phases d'expansion ou de sauvetage d'entreprises traditionnelles. Certains investisseurs en font toujours leur mission principale comme le Fonds FTQ, Investissements Desjardins, Novacap, voire exclusive comme Partenaires de Montréal.

En 2002, les fonds de capital-risque voués aux nouvelles technologies ne manquent pas. Une entreprise qui a besoin de un, deux ou trois millions pour démarrer peut frapper à plusieurs portes.

Quand vient le temps de demander des mises de capitaux plus importantes, de cinq millions et plus par exemple, la situation se corse. Il n'est pas rare pourtant, qu'une entreprise cherchant à mettre au point un médicament ou un nouveau type de logiciels ait besoin de plus de 10 millions pour compléter ses recherches.

Ainsi, tester un nouveau médicament sur un échantillon humain de 2000 personnes, une étape essentielle avant son homologation et la possibilité de le commercialiser, coûte facilement 30 millions.

Les investisseurs prêts à se partager un tel risque se comptent sur les doigts de la main au Canada. Au Québec, seuls le Fonds de Solidarité (FTQ) et CDP Capital-Technologies (naguère Sofinor) sont de taille suffisante.

« On est presque tous dans le démarrage (*seed capital, start-up capital*) », résume Hubert Manseau, pdg d'Innovatech Grand Montréal, une créature de l'État qui dispose de 350 millions dont 300 ont déjà été investis dans environ 130 entreprises, à raison de 1,5 million en moyenne par placement.

Plus gros joueur, la Banque de développement du Canada (BDC) se concentre elle aussi dans le même créneau; sa mise moyenne à travers le pays : trois millions.

Pour quelques entreprises comme Cognicase ou Positron, pareils montants avancés par deux ou trois capital-risqueurs suffiront à en lancer, à en faire des succès en Bourse. Cela reste toutefois l'exception.

### L'âge ingrat

Si le capital-risque est un *teenager* au Québec, les entreprises dans lesquelles il investit atteignent elles aussi cet âge ingrat.

Elles ont bénéficié d'une, de deux, parfois de trois rondes de financement auprès de sociétés de capital-risque. Elles sont désormais davantage assoiffées de capital alors que leurs sources se tarissent.

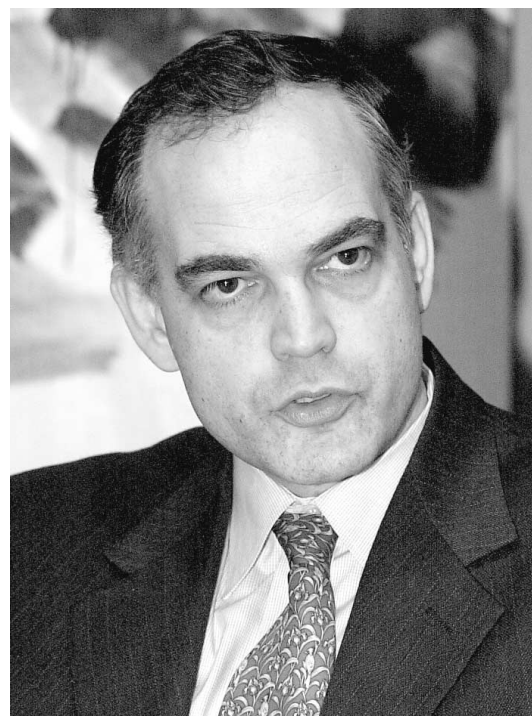
Tel est le paradoxe : les capitaux abondent mais seulement à coups de petites mises souvent étalées sur deux rondes. Pour les risques plus sérieux, l'entrée d'un joueur non canadien, de préférence américain, est jugée essentielle. « Quand on va chercher un partenaire étranger, explique Michel Ré, vice-président exécutif, investissements à la BDC, c'est pour confirmer la valeur de notre placement et ajouter à cette valeur. »

Expérimentée, l'industrie américaine du capital-risque est souvent plus apte à déceler parmi deux sociétés développant des technologies similaires laquelle aura plus de chances de parvenir à l'étape de commercialisation. Au Québec et au Canada, les fonds de capital-risque ont développé un savoir-faire sûr pour évaluer la qualité de la science. En général, elle est bonne au point d'attirer les Américains, très conscients que, dans ce domaine, leur dollar achète beaucoup plus ici que chez eux.

La lacune, c'est souvent la qualité du management. « On manque de bons gestionnaires ici », juge Denis Dionne, président de CDP Capital Technologies. C'est vrai à la fois dans les entreprises et dans les équipes d'investisseurs.

Aux États-Unis, les fonds de capital-risque ont généralement non seulement une expertise scientifique mais aussi un vécu opérationnel. Ce n'est pas souvent le cas ici, d'où le besoin de se faire conforter par un grand frère.

Voilà pourquoi, M. Dionne a pris jusqu'ici des participations dans 17 fonds américains



Francis Bellido, président et chef de l'exploitation de SGF Santé.



Jacques Simoneau, v.-p. du groupe aux investissements du Fonds de solidarité.



Hubert Manseau, PDG d'Innovatech Grand Montréal.

afin de les intéresser en retour aux entreprises d'ici.

« On met de l'argent dans des fonds américains, on s'acquitte », résume Jacques Simoneau, vice-président groupe aux investissements du Fonds de solidarité, lui aussi présent dans deux fonds américains.

Quant à la carence dans les entreprises, elle est due en grande partie à la jeunesse de ce type d'entreprises au Québec.

« Il n'y a pas encore adéquation entre la qualité de la science et celle des gestionnaires », observe Francis Bellido, président et chef de l'exploitation de SGF Santé. Également professeur de gestion à l'UQAM, il vise à y créer un institut international en bio-industrie offrant un programme de MBA.

Dans dix ans, on aura formé assez de gestionnaires pour combler les besoins des entreprises et des fonds de capitaux-risque, parie-t-il.

Bref, seul le temps paraît pouvoir arranger les choses...

### Le vide et le mur

Entre-temps, les entreprises qui ont déjà reçu des capitaux et qui en exigent davantage se retrouvent devant un vide.

L'industrie du capital-risque est pour sa part face à un mur. Plusieurs des fonds sont constitués en sociétés en commandite ayant une vie limitée, de cinq à sept ans. Après avoir placé leurs billes dans plusieurs entreprises, il faut bien les récupérer pour rem-

boursier avec rendement les commanditaires. C'est l'étape de sortie d'un placement, une situation qui naît et peut devenir critique quand un fonds devient ado lui aussi.

Au Canada et au Québec en particulier, cette étape est compliquée par la petitesse des rondes de financement : 2, 5, 10, 30 millions alors qu'aux États-Unis, les 30 millions sont recueillis dès la deuxième ronde souvent. Entre chacune s'écoulent deux, trois ans.

C'est dire combien le capital-risqueur d'ici reste souvent plus longtempé dans une entreprise que son concurrent américain.

Comme il craint de mettre trop d'oeufs dans le même panier, il tentera d'organiser la vente de l'entreprise ou son entrée en Bourse, ce qui lui permettra de monnayer enfin ses actions. Souvent, l'entreprise n'est pas prête ni pour une ni pour l'autre solution.

Pire, l'inscription à la Bourse de Toronto se révèle souvent dramatique tant pour l'investisseur que pour l'entreprise. L'expérience montre que l'action d'une bio-tech perd souvent la moitié de sa valeur dans les 18 mois suivant son inscription. « On va trop vite à Toronto », déplore Bernard Coupal, président de TC qui a en tête l'expérience d'Algène, maintenant SignalGene, spécialisée dans la recherche moléculaire. M. Ré pense quant à lui que l'entrée en Bourse d'Alcarex de Calgary a été prématurée.

En outre, l'investisseur est soumis à des règles très dures d'échec par les commissions de valeurs canadiennes : il s'écoulera trois

ans avant qu'il puisse liquider complètement sa participation. Un tel délai rend le titre moins liquide, peu attrayant pour des investisseurs institutionnels. Bref, tout le monde semble perdant.

À la Bourse Nasdaq, la mise sous échec dure seulement six mois. En revanche, il faut pouvoir réaliser une première émission d'au moins 50 millions pour y inscrire les actions d'une entreprise, contre la moitié souvent à Toronto.

### D'autres investisseurs

C'est donc apparemment l'impasse.

Il faut absolument trouver davantage d'investisseurs capables de miser chacun au moins 10 millions lors d'une même ronde. CDP Capital-Technologies compte investir environ 500 millions à cette fin au Québec au cours des prochaines années alors que la valeur moyenne de ses 74 placements est jusqu'ici de 5,4 millions.

L'industrie mûrit.

Il est possible que la SGF se lance aussi dans ce type d'aventure dans le cadre de son prochain plan quinquennal.

Ce n'est pas suffisant.

Il reste encore un grand bassin de capitaux qui boude toujours le capital-risque. Ce sont les caisses de retraite. Certaines se trempent depuis peu le gros orteil dans cette industrie comme celle du CN qui vient de commander en partie le nouveau fonds de Novacap.

« Il faut les convaincre que le capital-risque est payant et représente un actif de qualité dans un portefeuille », opine Kirk Faulkner, directeur de la recherche chez Macdonald & Associates, la société-conseil qui fait autorité au Canada dans cette industrie.

Certaines commencent à comprendre, mais optent pour des placements dans des fonds américains.

La raison est simple : les fonds canadiens ne publient pas leurs résultats. On ne connaît pas la performance de l'industrie, contrairement à celle des États-Unis. Comme les caisses de retraite sont par nature des investisseurs prudents, elles préféreront miser sur des fonds américains.

L'Office d'investissement du Régime de pension du Canada s'est dit prêt à mettre plusieurs centaines de millions dans une entité de capital-risque capable de discerner les bonnes occasions. La BDC pourrait aussi avancer une cinquantaine de millions. Mais une telle structure ne devrait pas exiger des frais trop élevés. La moyenne de l'industrie étant de 2 %, cette structure devra se montrer très performante pour attirer les caisses de retraite...

Hubert Manseau croit que cette crise d'adolescence est normale. Il entrevoit des éléments de solution... qu'il préfère laisser encore mijoter.

D'adolescent, le capital-risque deviendra adulte un jour. Les marchés, comme la nature, ont horreur du vide, c'est bien connu.

## Un mariage réussi

RUDY LE COURS

L'ADOLESCENT ne fait pas que des erreurs.

PhageTech est un bel exemple de société biotechnologique qui se porte bien jusqu'ici parce que les capital-risqueurs qui misent sur elle savent patienter.

Au départ, une belle idée de recherche menée par trois scientifiques de l'Université McGill, Gérard Pelletier, Philippe Gros et Michael DuBow, qui croient possible de développer une nouvelle génération d'antibiotiques grâce à des bactériophages. Puis, la conviction de Bernard Coupal qu'elle recèle un fort potentiel commercial. TC consentira un premier investissement avec Genechem et le Fonds de découvertes médicales canadiennes. Dans la deuxième s'ajoutera le Fonds de solidarité.

En janvier dernier, alors que l'industrie est encore bien frileuse, PhageTech réussira une troisième ronde de 16 millions grâce à l'arrivée de nouveaux partenaires : Sofinor et Seaflower de Boston dans lequel le premier est actionnaire.

« C'est une très belle propriété intellectuelle assortie d'un pdg d'expérience », commente Alex Moot, partenaire de Seaflower qui fait désormais partie du conseil d'administration de PhageTech, en attente d'une dizaine de brevets.

Cette troisième ronde de financement devrait permettre de poursuivre la recherche durant 18 mois. Après, il faudra lever 30 millions. Entre temps, il est possible que l'entreprise fusionne.

« Ce ne serait pas très sage d'aller en Bourse maintenant », commente Gérard Pelletier.

Il se réjouit de la patience de ses investisseurs, à qui, depuis le premier jour, précise-t-il, la compagnie appartient. « Je suis particulièrement impressionné par le Fonds FTQ. »

Normal, conclurait Jacques Simoneau, « Dès qu'on entre dans une entreprise, on doit organiser la table pour plusieurs rondes de financement, savoir quand et comment on va en sortir. Il faut tout de suite comprendre si l'entreprise aura besoin de 10 ou de 100 millions. »

# AFFAIRES

## VOS FINANCES PERSONNELLES



Illustration : ANTHONY BAKER, collaboration spéciale

### Retour de la corvée annuelle!



STÉPHANIE GRAMMOND

Le compte à rebours est commencé. Les particuliers ont jusqu'au 30 avril pour produire leur déclaration de revenus et verser le solde des impôts qu'ils doivent. Faire ou faire faire sa déclaration, voilà la question. Vous restez un inconditionnel du formulaire papier et de la calculatrice? Rassurez-vous, vous n'êtes pas seul! La moitié des quelque 22 millions de déclarations produites au Canada le sont encore à la mitaine. Évidemment, il faut faire bien attention de ne rien oublier. « Si on se trompe dans les calculs mathématiques, le gouvernement va le rattraper. Mais si on oublie de demander une déduction à laquelle on aurait eu droit, c'est perdu », dit la comptable et fiscaliste, Danièle Boucher, auteure du livre *Réduisez vos impôts*.

Vous préférez laisser à un préparateur le soin de produire votre déclaration? Le prix exigé peut être très variable. Plus la déclaration de revenus est complexe, plus les services d'un préparateur seront chers. Par exemple, chez H&R Block, qui fait plus de 100 000 déclarations au Québec à chaque année, un salarié paiera 70 \$ au minimum pour une déclaration sans fla-fla. Mais il peut très bien en coûter le double à une personne dont la situation fiscale est plus élaborée. « Ce sera plus cher si vous avez une personne à charge, des transactions boursières, un immeuble à revenus, car il y aura plus d'annexes à remplir », dit Francine Légaré, directrice de la franchise de l'Ouest du Québec.

Les prix sont souvent plus élevés dans des bureaux de comptables qui ont pignon sur rue à l'année. L'avantage est que vous aurez accès à la même personne, tout au long de l'année, s'il y a des rebondissements avec votre déclaration. Mais, un conseil, prenez-vous d'avance! Les comptables sont surchargés et plusieurs bureaux n'offrent pas ce genre de services à l'extérieur de leur clientèle régulière.

Voici quelques rappels si vous prévoyez vous débrouiller seul. Premièrement, lisez bien les brochures d'information qui sont publiées par les gouvernements et qui sont disponibles sur Internet (Agence des douanes et du revenu du Canada: [www.ccradrc.gc.ca](http://www.ccradrc.gc.ca); Revenu Québec: [www.revenu.gouv.qc.ca](http://www.revenu.gouv.qc.ca)). « Les sites gouvernementaux mettent à la disposition des internautes une foule de guides sur différents sujets, comme les gains en capital ou les immeubles à revenus. Si on prend le temps de bien lire la première année, les années suivantes on a seulement à regarder ce qu'il y a de neuf », dit Danièle Boucher.

Deuxièmement, « N'attendez pas à la dernière minute », dit Michel Proulx, porte-parole de l'Agence des douanes. Le fédéral reçoit encore la moitié des déclarations durant la seconde moitié du mois d'avril! « S'il vous manque des documents, vaut mieux nous envoyer quand même votre déclaration à temps, avec une note à propos des éléments

REVENU IMPOSABLE	IMPÔT			TAUX MARGINAL			TAUX EFFECTIF
	OTTAWA	QUÉBEC	TOTAL	OTTAWA	QUÉBEC	TOTAL	TOTAL
7 000\$	0\$	0\$	0\$	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
8 000\$	78\$	136\$	214\$	13,4%	17,0%	30,4%	2,7%
10 000\$	346\$	476\$	822\$	13,4%	17,0%	30,4%	8,2%
16 000\$	1 147\$	1 496\$	2 643\$	13,4%	17,0%	30,4%	16,5%
22 000\$	1 949\$	2 516\$	4 465\$	13,4%	17,0%	30,4%	20,3%
26 000\$	2 483\$	3 196\$	5 679\$	13,4%	21,3%	34,7%	21,8%
30 756\$	3 118\$	4 206\$	7 325\$	18,4%	21,3%	39,7%	23,8%
36 000\$	4 082\$	5 321\$	9 403\$	18,4%	21,3%	39,7%	26,1%
44 000\$	5 552\$	7 021\$	12 573\$	18,4%	21,3%	39,7%	28,6%
52 000\$	7 022\$	8 721\$	15 743\$	18,4%	24,5%	42,9%	30,3%
61 509\$	8 768\$	11 051\$	19 819\$	21,7%	24,5%	46,2%	32,2%
70 000\$	10 612\$	13 131\$	23 743\$	21,7%	24,5%	46,2%	33,9%
80 000\$	12 783\$	15 581\$	28 364\$	21,7%	24,5%	46,2%	35,5%
90 000\$	14 954\$	18 031\$	32 985\$	21,7%	24,5%	46,2%	36,6%
100 000\$	17 125\$	20 481\$	37 606\$	24,2%	24,5%	48,7%	37,6%
150 000\$	29 233\$	32 731\$	61 964\$	24,2%	24,5%	48,7%	41,3%

NB : > Cette table tient compte du crédit personnel de base de 1186 \$ au fédéral et du crédit personnel de base de 1224 \$ au Québec. Elle ne peut être utilisée si le revenu comprend des dividendes.

> Comme votre taux d'impôt progresse avec le niveau de vos revenus, chaque tranche de vos revenus n'est pas imposée au même niveau. Votre **TAUX MARGINAL** est le taux que vous payez sur la tranche la plus élevée de vos revenus. Le **TAUX EFFECTIF** est le taux «moyen» que vous payez sur l'ensemble de vos revenus. Le **TAUX MARGINAL** vous permet de savoir combien vous économiserez si vous avez droit à des déductions d'impôt (ex : REER). Sur le site web de la firme Ernst & Young ([www.ey.com](http://www.ey.com)), vous trouverez une calculatrice d'impôts, qui permet de décortiquer l'impôt à payer, selon les provinces.

Source : Extraits du livre *Réduisez vos impôts*

manquants que vous nous ferez suivre plus tard », conseille M. Proulx. Dites-vous bien qu'à partir de la première journée de retard, le gouvernement vous imposera une pénalité de 5 % sur le montant dû. Pour chaque mois supplémentaire de retard, vous devrez payer 1 % de plus, jusqu'à concurrence de 17 % au total. À cela s'ajouteront les intérêts qui sont fixés à 6 % en ce moment.

Troisièmement, conservez vos documents. Garder tous vos papiers six ans après l'année d'imposition auxquels ils se rapportent. A priori, cela peut sembler une exigence inutile. Mais cela peut aussi devenir une opportunité de revenir en arrière. « Si vous découvrez que vous n'avez pas tiré profit de certaines déductions ou de certains crédits, ou que vous avez fait une erreur dans une déclaration antérieure, vous pouvez soumettre à nouveau votre déclaration », souligne la firme Samson Bélair Deloitte & Touche, dans le livre *Comment réduire vos impôts*. « Par contre, quand vous demandez des corrections à vos déclarations antérieures, il faut être conscient que vous ouvrez la porte à une vérification complète de votre dossier », ajoute Danièle Boucher.

N'oubliez pas que vous pouvez utiliser le mode de transmission électronique pour abrégé les délais de traitement de votre déclaration. Au lieu d'attendre jusqu'à un mois et demi pour toucher votre remboursement, vous pouvez maintenant obtenir votre argent

en 10 ou 14 jours. Depuis deux ans, Ottawa et Québec permettent aux particuliers de leur transférer leur déclaration de revenus par Internet. L'an dernier, un peu plus d'un million de déclarations ont été transmises par service ImpôtNet Québec, dont 283 000 par des particuliers. Au fédéral, 1,5 million de particuliers ont utilisé le service ImpôtNet.

D'ailleurs, la réduction considérable des délais de traitement remet encore plus en question l'intérêt du service de paiement immédiat du remboursement, moyennant des frais importants. En effet, certaines firmes de préparation de déclarations de revenus offrent aux particuliers de leur verser presque sur-le-champ (deux ou trois jours) le remboursement auquel ils ont droit au fédéral (au provincial, ce n'est pas permis).

Mais attention! Les frais sont très élevés. Ils peuvent atteindre jusqu'à 15 % du montant du remboursement, pour la première tranche de 300 \$, et 5 % par la suite.

Prenez une personne qui aurait droit à un remboursement de 1169 \$ (le montant moyen que le fédéral verse aux contribuables qui ont droit à des remboursements). Pour obtenir immédiatement un paiement, cette personne laisserait sur la table 88,45 \$, soit près de 8 % de la somme qui lui est due. Mieux vaut attendre deux semaines... quitte à emprunter le montant auprès d'une institution financière à un taux beaucoup moins élevé.

### Vos impôts en quelques clics

AU QUÉBEC, un peu plus d'un million de particuliers ont produit leur déclaration de revenus à l'aide d'un logiciel l'an dernier. Plus du quart d'entre-eux ont transmis leur formulaire au fisc directement par Internet. Les autres ont imprimé leur déclaration et l'ont fait parvenir sur support papier.

Les logiciels et des sites Web de préparation de déclaration de revenus offrent bien des avantages. Il n'est pas nécessaire de consigner deux fois les mêmes données, pour le fédéral et le provincial. Les calculs se font automatiquement, éliminant ainsi les risques d'erreurs mathématiques. Il est possible de faire autant de scénarios et de simulations qu'on le désire, afin d'analyser les stratégies fiscales les plus avantageuses... sans user sa gomme à effacer.

Cependant, les logiciels ont des limites lorsqu'une situation devient plus complexe. Par exemple, dans le cas d'une garde partagée d'un enfant, les parents doivent s'entendre au départ sur la meilleure façon d'utiliser le crédit d'impôt. Ce n'est pas le logiciel qui peut le faire à leur place.

Autre exemple : un travailleur autonome doit savoir ce qu'il est raisonnable ou non de déclarer comme dépenses. Par exemple, quel pourcentage des frais afférents à son véhicule peut-il déduire? Ou encore, à quoi a-t-il droit pour son bureau à domicile?

Aussi, pour éviter les mauvaises surprises avec les logiciels, il ne faut pas court-circuiter leur logique. « Il ne faut pas forcer des champs, c'est-à-dire changer les chiffres que le logiciel a lui-même inscrit », explique Nathalie L'Italien, agente d'information de Revenu Québec.

#### Éventail de logiciels

Il existe un éventail de logiciels de préparation de déclaration de revenus qu'on peut acheter en version CD-Rom, télécharger à partir d'Internet ou carrément utiliser sur Internet à partir du site de la société. Les utilisateurs ont le choix de transmettre leur déclaration directement par Internet, ou encore d'en imprimer une copie papier pour l'envoyer par la poste.

> La firme d'Edmonton Intuit Canada est à l'origine du logiciel le plus vendu au pays : ImpôtRapide de luxe. Le prix est de 39,95 \$ (sans compter une remise postale de 5 \$). Intuit a aussi un service Internet. Avec ImpôtRapideWeb, les internautes n'ont pas besoin de télécharger et d'installer le logiciel. Ils peuvent commencer à remplir leur déclaration et la terminer à un autre moment. Lorsque le travail est achevé, ImpôtRapideWeb se connecte sur les sites Web des deux paliers de gouvernement et transmet la déclaration. Sur Internet, il en coûte 19,95 \$ pour une personne et 24,95 \$ pour un couple. ([www.impotrapideweb.ca](http://www.impotrapideweb.ca))

> La firme ontarienne Taxamatec est derrière le service Impôtmatique Deluxe. Les gens peuvent acheter le CD-Rom ou télécharger le logiciel moyennant 24,95 \$. La firme distribue avec son logiciel le petit livre *Trucs fiscaux canadiens pour les nuls* aux acheteurs de son logiciel. Les utilisateurs peuvent aussi compléter leur déclaration en ligne avec la version interactive ([www.impotmatique.ca](http://www.impotmatique.ca)). Prix : 9,95 \$ pour une personne ou 14,95 \$ pour un couple. En outre, les gens peuvent acheter, dans différents commerces, des cartes prépayées Impôtmatique Direct (9,95 \$) ce qui leur évite d'utiliser leur carte de crédit sur Internet.

> Dr Tax Software a mis en place le site Web [www.impotweb.ca](http://www.impotweb.ca). On peut y faire sa déclaration en ligne pour 12,95 \$ (ou 19,95 \$ pour toute la famille).

> Colin Griffiths & Associates ont mis au point le logiciel GriffTax (pour Macintosh seulement) qu'on peut commander ou télécharger pour la somme de 40 \$ plus taxes. ([www.griffittax.ca](http://www.griffittax.ca))

### Faibles revenus : un coup de pouce?

BEAUCOUP de solutions s'offrent aux personnes à faibles revenus qui ont une déclaration de revenus très simple à produire et qui ne veulent pas déboursé trop cher pour avoir un peu d'aide. De nombreux organismes communautaires offrent des services aux bénéficiaires de l'assurance sociale, aux femmes à faibles revenus, aux personnes âgées, aux handicapés, etc. Option Consommateurs

a préparé une liste qui compte plus d'une douzaine de références d'organismes de ce genre. Certains exigent aussi peu que 2 \$ par personne.

Des établissements d'enseignement mettent aussi à la disposition des étudiants, et d'autres personnes, des services de préparation de déclaration de revenus. Par exemple, le cégep de St-Laurent fait des déclarations

de revenus moyennant 15 \$ pour des étudiants et 20 \$ pour les autres. L'Université du Québec à Montréal (UQAM) offre aussi des services.

Finalement, plusieurs des logiciels de préparation d'impôts sont gratuits pour les gens dont les revenus n'excèdent pas 20 000 \$. Idéal pour les étudiants, qui ne craignent pas l'informatique!



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

# LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

THE WALL STREET JOURNAL

BusinessWeek

## Le timide combat de Bush pour l'écologie

Les cris de « guerre au terrorisme » ont notamment pour effet de faire oublier d'autres devoirs politiques

Quand on fait une guerre généralisée aux terroristes un peu partout sur la planète, qu'on identifie au passage un « axe du Mal » qui ajoute une petite touche ésotérique au combat, quand on montre du doigt — comme le *Los Angeles Times* l'a révélé hier (lire page A8) — sept pays comme étant susceptibles de subir les foudres nucléaires des États-Unis si les choses devaient se gâter, ça crée et entretient un climat. Un climat qui procure à une administration comme celle de George W. Bush beaucoup de marge de manoeuvre dans d'autres champs d'activité, moins spectaculaires mais néanmoins importants aussi pour l'avenir du monde : les affaires de climat justement.

Il sera intéressant de voir, par exemple, si l'hiver singulièrement doux et sec que vient de connaître le Nord-Est du continent américain (New York souffre déjà, début mars, d'une sévère pénurie d'eau potable), prendre le pas médiatique sur la « guerre au terrorisme » et ses promesses de « phase II ».

### Coups de frein en cascade

En une seule semaine du début janvier, période où les gens, comme toujours, se remettent tant bien que mal des célébrations des fêtes, l'administration Bush y est allée de toute une série de décisions marquant autant de reculs en matière de protection de l'environnement. La chroniqueuse Katharine Q. Seelye, du *New York Times*, avait alors relevé la série suivante d'initiatives prises par l'administration Bush :

>>> annonce d'une réduction des règlements antipollution touchant les centrales thermiques ;

>>> amorce de procédures judiciaires pour autoriser le forage off-shore au large de la Californie ;

>>> décret jugeant sécuritaire l'enfouissement de tous les déchets nucléaires du pays sous une montagne du Nevada ;

>>> indication enfin qu'on allait laisser tomber le laborieux programme d'amélioration du rendement des moteurs à combustion pour lui substituer l'avènement salubre mais problématique (dans 20 ans ?) du très propre moteur à oxygène.

L'administration Bush avait déjà, les mois précédents, dans l'énerverment général consécutif aux attentats du 11 septembre, adopté une série de mesures qui avaient bousculé les écologistes, lesquels n'ont guère trouvé d'espace médiatique de réplique, dans le brouhaha créé autour de Manhattan.



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

La Maison-Blanche, dit la reporter du *New York Times*, a profité du climat de panique pour accroître la construction de routes et de lignes de transmission d'électricité sur les terres publiques ; pour alléger les exigences relatives à l'octroi de permis de forage ; pour retarder l'application de restrictions aux motoneiges dans les parcs nationaux ; pour autoriser les entrepreneurs en bâtiment à construire en sol marécageux.

Il y avait là plus qu'une panoplie de décisions. Tout ça trahissait un état d'esprit. Le vice-président Dick Cheney, qui a fait directement le saut de l'industrie énergétique à la Maison-Blanche, comme plusieurs autres d'ailleurs, est même allé jusqu'à tourner en ridicule la notion même de conservation de l'énergie, un souci qu'il a qualifié avec mépris de « gage de vertu personnelle ».

### Le moteur à combustion interne

Un gros morceau dans tout ça, c'est la décision de relever les constructeurs d'automobiles de l'obligation d'accroître le rendement énergétique des moteurs de leurs véhicules, à commencer par ces puissants VLT (véhicules loisir travail). Ce qui étonne l'observateur ici, c'est que l'industrie paraissait s'être sérieusement engagée à travailler dans cette voie, sans trop rechigner. Depuis deux ans, les

constructeurs japonais — et Ford en particulier aux États-Unis — avaient fait la une des grandes publications d'affaires en concédant qu'ils devaient tout faire désormais pour accélérer le rendement énergétique de leurs moteurs.

C'est que les constructeurs sentaient qu'ils ne pouvaient plus indéfiniment faire fi des opinions publiques, un peu partout dans le monde, au Japon surtout, en Europe ensuite, mais aux États-Unis aussi, de plus en plus sensibles aux questions environnementales. On sentait alors la pression poindre ; on la sent beaucoup moins depuis le 11 septembre.

Au point d'ailleurs où General Motors a même pris l'initiative d'un mouvement pour contrer l'obligation faite aux constructeurs d'améliorer le rendement énergétique de leurs moteurs, type de programme qui a forcément toujours un impact sur les coûts de production et finalement sur les profits.

### Une initiative de GM

Comment a procédé GM ? De la manière la plus classique dans le processus de décision politique américain. Le *Wall Street Journal* (que confirmera ensuite BusinessWeek) a révélé à la mi-février que General Motors a mis ses fournisseurs à contribution pour que chacun fasse pression sur les élus locaux dans le sens des intérêts de

GM. Technique simple : GM envoie à chacun de ses fournisseurs un modèle de lettre à adresser aux sénateurs et les prie de s'opposer à un projet de loi forçant à réduire la consommation de carburant.

Le message de GM, signé par le vice-président mondial, achats, contrôles de production et logistique, Bo I. Anderson, demande aux fournisseurs de renvoyer à GM copies des lettres envoyées aux élus et des réponses qu'elles auront suscitées.

La technique dégoûte Michelle Robinson, analyste de l'*Union of Concerned Scientists*, un organisme qui réclame des mesures coercitives d'amélioration du rendement énergétique des moteurs à combustion d'énergies fossiles : un tordage de bras, dit-elle, appliqué à des gens économiquement vulnérables dépendant de GM.

Mais un autre porte-parole de General Motors, Bill Noack, en rajoute : non seulement l'entreprise a-t-elle fait pression sur la plupart de ses fournisseurs, mais aussi sur ses concessionnaires et ses propres employés, avec le même truc qui consiste à écrire à son sénateur. Mais M. Noack rejette l'idée qu'il s'agisse là de tordage de bras. Tout ça, estime-t-il, baigne dans un climat de « volontariat » et GM rendrait un mauvais service à ses actionnaires si elle n'agissait pas ainsi. Et Ford, qui il y a peu de temps encore, se faisait un point

d'honneur de vouloir réduire la consommation de carburant de ses véhicules, s'est rallié à ce combat, réussissant même à mettre à contribution le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile.

Deux projets de loi au Sénat, l'un présenté par les démocrates, l'autre par le républicain contestataire John McCain, visent à réduire la consommation de carburant. Mais ces propositions ne rencontrent manifestement pas les vus de la Maison-Blanche.

Une Maison-Blanche qui a aussi d'autres intérêts à défendre et qui s'y emploie : ceux, entre autres, de l'industrie, polluante par excellence, des centrales thermiques.

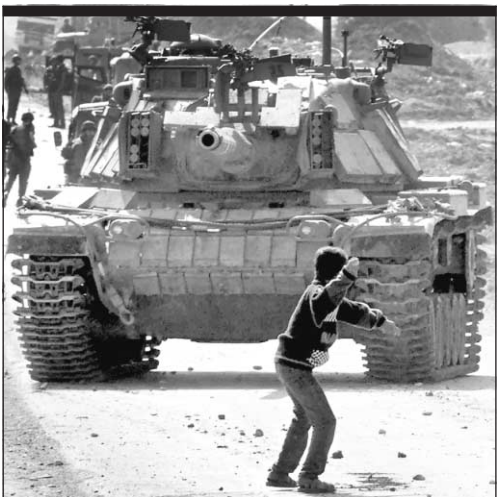
### Centrales thermiques

Dans ce volet, l'administration Bush a proposé à la mi-février un programme qui, bien sûr, rejette le protocole de Kyoto, lui substituant pour les États-Unis une formule destinée non pas à geler la croissance des émissions de gaz à effet de serre, mais plus modestement à ralentir cette croissance. Et cela se produira — si ça se produit dans les faits — moins par la contrainte que par un jeu d'incitations fiscales. Des normes subsisteront concernant les émissions de dioxyde de soufre, d'oxydes nitriques et de mercure, mais les entreprises auront le choix des moyens pour en arriver à bout, et sur des périodes longues.

Beaucoup de spécialistes de l'environnement ont parlé de maserade dans cette façon de lutter contre le réchauffement de la planète, mais la presse d'affaires en général est plutôt favorable à l'approche du président Bush, affirmant que plusieurs éléments de son programme rejoignent de vieilles revendications des mouvements écologistes.

Dans l'intervalle toutefois, de vastes pans de ce que l'on appelle le « monde des affaires » aux États-Unis donne signe de vouloir se dissocier de ce monde très particulier — et très près de l'administration Bush — qui a pour nom l'industrie de l'énergie.

« Beaucoup de PDG de grandes entreprises en sont venus à avoir un meilleur sens politique (de l'environnement) que la Maison-Blanche », estime le Dr Allen Hammond, du World Resources Institute, cité par le *New York Times*. Au fur et à mesure que la conscience environnementale prend du poids sur cette planète, les entreprises particulièrement sensibles à leur image de marque voudront de moins en moins se trouver épinglées comme fauteurs de troubles écologiques.



The Observer

### Antisémitisme

IL EST DE BON TON, dans certaines organisations juives un peu partout, de se plaindre d'une croissance de l'antisémitisme en Europe, en France en particulier. Peter Beaumont, chef de l'information étrangère à l'hébo britannique *The Observer*, est sceptique. Il est d'avis qu'une part de ce que certains identifient non sans une certaine complaisance comme un « nouvel antisémitisme » n'est rien d'autre qu'une attitude critique envers le comportement du gouvernement israélien d'Ariel Sharon. S'il est vrai par ailleurs que les attaques contre des synagogues ou des cimetières juifs ont augmenté ces derniers mois, elles ne traduisent pas forcément un « nouvel antisémitisme » européen. Elles sont plutôt largement le fait de jeunes Arabes vivant l'Intifada à leur manière. M. Beaumont cite d'ailleurs à ce propos un chercheur de l'Institut Stephen Roth, attaché à l'Université de Tel Aviv, qui signale que ces jeunes Arabes sont eux-mêmes victimes d'intenses pressions racistes en Europe. Le danger d'une pareille situation, dit l'auteur, c'est qu'on en vienne, dans les médias, à ne plus pouvoir critiquer la politique d'Israël sous prétexte que cela constitue de l'antisémitisme. Mais pour l'instant, c'est un fait que jamais la presse européenne ne s'est montrée aussi critique envers Israël.



Chicago Tribune

### Féminisme

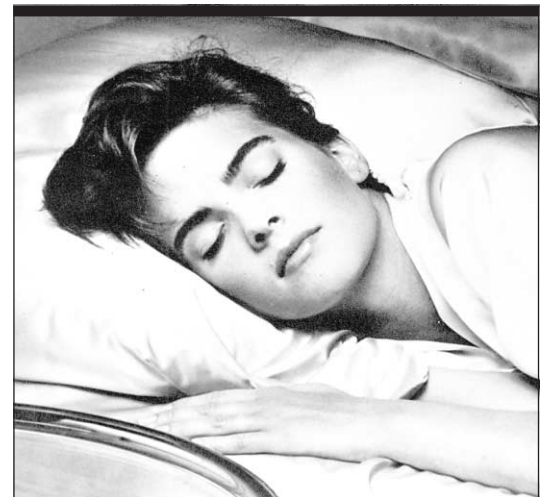
C'EST PAS VRAI que les femmes percent dans toutes les sphères de l'activité économique. Une entreprise comme General Motors par exemple a découvert que son réseau de 7400 dépositaires aux États-Unis ne comprend que quelque 200 femmes. GM, depuis un an, a mis au point un programme pour corriger la situation, indique le *Chicago Tribune*. Situation d'autant plus bizarre que les femmes forment 53 % de la population des États-Unis et la moitié des consommateurs de véhicules. Il semble bien que le phénomène soit le résultat d'une vieille tradition à laquelle ont ait négligé de s'attaquer, les femmes disposant aujourd'hui et des liquidités et des compétences managériales pour faire marcher efficacement une franchise dans la vente de véhicules. Aux États-Unis, le démarrage d'une concession d'automobile exige un investissement minimum de 125 000 \$ US, une formation de base en gestion d'entreprise et une formation spécialisée d'un an donnée par la *National Automobile Dealers Association*. Problème : GM ne compte pas ajouter à son réseau de distribution ; les femmes devront acquérir des franchises existantes. GM applique depuis 30 ans un programme d'accessibilité aux franchises destiné à diverses minorités, mais il semble bien qu'on ait curieusement oublié les femmes.



Los Angeles Times

### Mimétisme

LES FEMMES pratiquent de plus en plus de sports réservés, jusqu'à il y a peu, aux hommes, comme le hockey ou la boxe. Aux États-Unis, elles s'adonnent aussi au football américain. Quelques milliers de femmes désormais font partie de ligues bien organisées, note le *Los Angeles Times*. Un « World Bowl » a même eu lieu à San Diego, en Californie, il y a deux semaines. Les tentatives d'en arriver à faire jouer les femmes au vrai football américain, avec contact et tout, avaient plus ou moins échoué jusqu'ici, depuis les premières expériences qui remontent aux années soixante. Depuis, plusieurs ligues ont vu le jour, pour ensuite disparaître. La plus récente et la plus prometteuse organisation paraît être la *Women's American Football League*, active en Californie. Dans la plupart des cas, les femmes pratiquant le football complet s'étaient déjà adonnées au « touch-football », c'est-à-dire sans contact physique, mais quand elles goûtent au football complet, semble-t-il, la plupart ne veulent plus revenir au « touch ». Reste que le nombre de femmes pratiquant ce sport ne dépasse guère les 3000 pour l'instant et il ne semble pas que les performances soient à ce point impressionnantes pour qu'on en vienne à franchir cette barrière essentielle à la viabilité du sport : la télé.

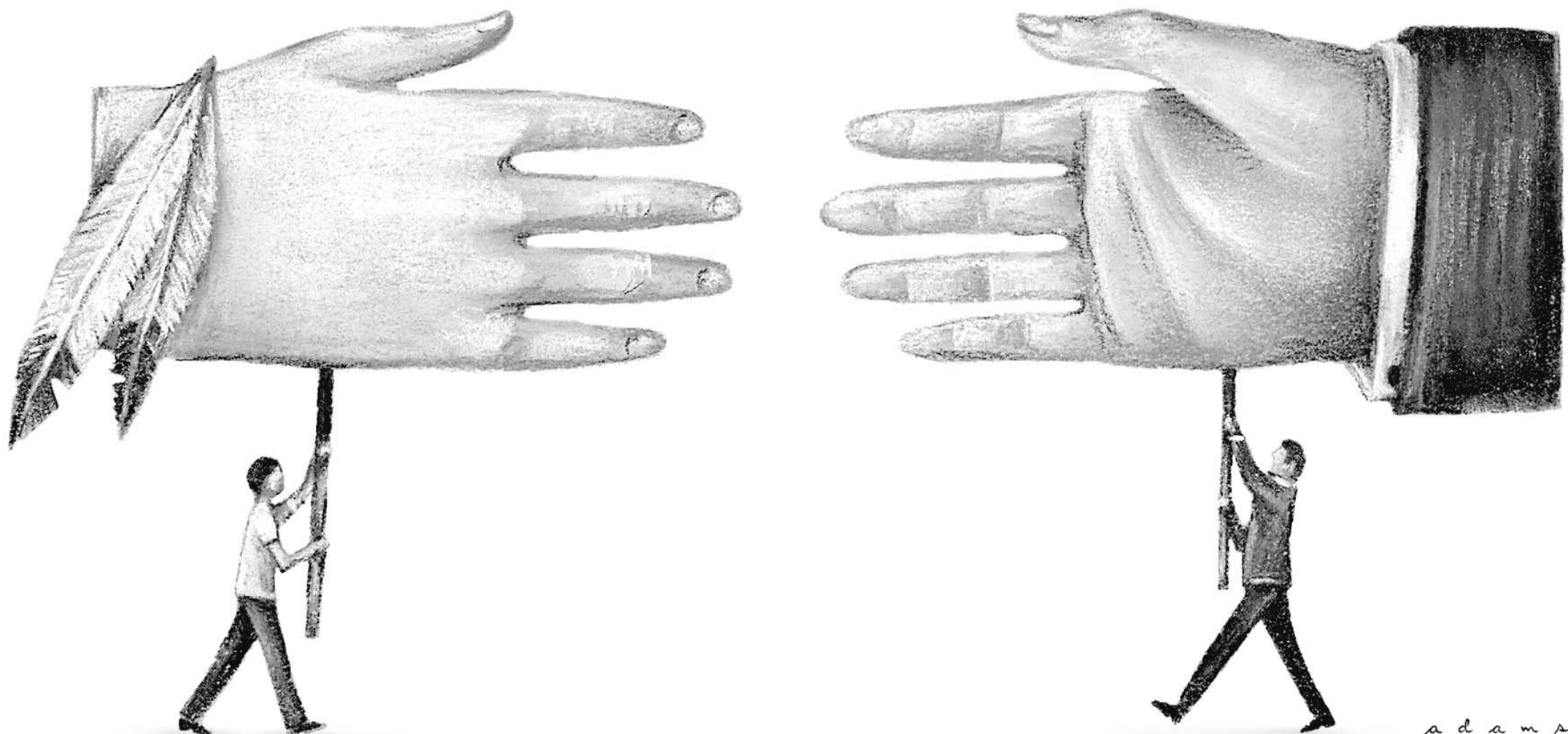


The Sunday Telegraph

### Curisme

POUR DEVENIR RICHE, il faut savoir dormir. C'est l'idée que défend l'Institut allemand de médecine et de recherche sur le sommeil. Ceux qui dorment mal courent deux fois plus de risques de rester pauvres que les autres, tout simplement parce que c'est tout leur rendement au travail qui en souffre. C'est le *Sunday Telegraph*, de Londres qui rend compte des travaux de cet institut, qui milite entre autres pour la sieste sur les lieux de travail. L'argument selon lequel un petit roupillon au bureau ou à l'usine est de nature à accroître la productivité d'ensemble paraît avoir séduit nombre de patrons d'entreprises. Le secteur public n'est pas en reste et c'est là qu'on a d'abord développé de petits programmes de siestes sur les lieux de travail. Ont suivi des entreprises privées qui ont aménagé des espaces consacrés à la sieste, avec sofas ou fauteuils ad hoc. Quant au professeur Joergen Zulley, de l'Université de Ratisbonne en Allemagne, il croit tellement aux vertus du sommeil comme facteur de productivité qu'il organise des séminaires sur l'art de savoir dormir. Parmi les règles de base avancées par le professeur Zulley : pas de café ni d'alcool une fois passé le repas du midi, et plein d'exercice. Le sommeil est vu non seulement comme facteur de productivité, mais tout bonnement comme condition essentielle d'une bonne santé.

# Forum



## De nouveaux rapports

Un événement historique s'est déroulé dans le Nord québécois quand le Grand conseil des Cris et le premier ministre Landry ont signé une entente de nation à nation

GEORGE ERASMUS

*Nous publions ici un extrait d'un texte de George Erasmus, un leader autochtone bien connu qui a coprésidé avec René Dussault, il y a quelques années, la Commission royale sur les peuples autochtones. Ce texte a été écrit dans le cadre de la 3<sup>e</sup> conférence annuelle LaFontaine-Baldwin, une initiative commune de John Ralston Saul et de l'Institut du Dominion, en partenariat avec La Presse, The Globe and Mail, Historica et l'Université Simon Fraser.*

POUR DÉPEINDRE le Canada tel que l'imaginent les autochtones, je n'ai qu'à me tourner vers l'idéal d'une bonne et longue vie, enraciné dans les langues et les enseignements traditionnels des peuples autochtones. Les Anishinabek recherchent la spiritualité ou « pimatzwin » — longue vie et bien-être qui apportent à l'être humain la sagesse. Les Cris des prairies nordiques privilégient les bonnes relations — « miyowicehtowin ». La Grande loi des Iroquois établit les règles du maintien de la paix entre les peuples — « Skennen kowa » —, allant de la résolution des conflits au réel souci du bien-être d'autrui. Les peuples autochtones du Canada et d'ailleurs parlent de leurs rapports avec la nature et la responsabilité qu'a l'être humain de préserver l'équilibre de l'ordre naturel. Ce sentiment de responsabilité est renforcé dans des cérémonies rituelles au cours desquelles nous rendons quelque chose à notre mère la Terre en remerciement de ses cadeaux.

Je suppose que la plupart des Canadiens poursuivent ces mêmes objectifs : longue vie, santé et sagesse pour eux-mêmes et leur famille ; une société où règnent cohésion et harmonie ; la paix entre les peuples dont les origines et les territoires sont différents ; et une relation durable avec la nature. Les Canadiens seraient probablement d'accord en principe avec l'éthique traditionnelle des autochtones qui les empêche de poser aujourd'hui des gestes qui pourraient menacer la santé, la paix et le bien-être des générations à venir. (...)

L'image d'un peuple autochtone dans le besoin est peut-être l'un des grands obstacles aux relations harmonieuses auxquelles nous rêvons.

### Les besoins autochtones : la compétence autochtone

Le portrait de ces besoins empêche d'envisager la compétence des autochtones. Je soupçonne que les images véhiculées dans les médias des jeunes de Davis Inlet reniflant des vapeurs d'essence sont gravées dans la mémoire de la plupart des Canadiens d'âge adulte. Dans certaines collectivités autochtones, l'abus de drogues, le suicide et les comportements suicidaires ont atteint des proportions alarmantes. Mais il est évident que d'autres collectivités autochtones connaissent un essor remarquable — dans les domaines de l'éducation, de la santé et du bien-être communautaire, dans les arts et dans les affaires.

Vu la très grande importance qu'accorde la culture autochtone aux enfants, il n'est pas étonnant que l'éducation soit l'un des premiers domaines dans lesquels les nations et les collectivités autochtones se soient efforcées de réaffirmer leur autorité. Dans certaines collectivités des Premières nations, les écoles sont maintenant administrées localement et elles incorporent le plus possible les langues et la culture autochtones à leur programme d'enseignement. De plus en plus de jeunes obtiennent leur diplôme d'études secondaires, bien que leur nombre soit encore inférieur à celui des diplômés non autochtones.

Un sondage mené par Statistique Canada en 1996 a identifié au-delà de 20 000 entreprises dont les propriétaires sont des autochtones. Leur nombre a triplé entre 1981 et 1996. Quarante-six pour cent de ces entreprises emploient au moins un travailleur addi-



**« Le monde a besoin d'un modèle de paix et d'amitié entre les peuples et le Canada est particulièrement bien placé pour le lui fournir. »**  
— George Erasmus

tionnel à temps plein. Ce sont les entreprises appartenant à des femmes autochtones et métisses qui connaissent la plus forte croissance. Ces entreprises sont actives dans le louage de services ainsi que dans des secteurs primaires tels la pêche, le piégeage et l'agriculture, mais elles oeuvrent aussi dans d'autres domaines comme le conseil en gestion d'entreprises, la conception de logiciels, la fabrication et le tourisme. (...)

Malgré la résurgence de la compétence autochtone au cours des derniers trente ans, l'écart entre les possibilités offertes aux autochtones et celles offertes aux Canadiens demeure inquiétant. Alors que le Canada est régulièrement classé au premier rang selon l'indice de qualité de vie des Nations unies, les critères des Nations unies en matière d'éducation, de revenu et d'espérance de vie placeraient les Indiens des réserves au 63<sup>e</sup>

rang et ceux habitant sur ou à l'extérieur des réserves au 47<sup>e</sup> rang. Les jeunes autochtones sont particulièrement vulnérables. Ils sont moins nombreux à terminer leurs études que les adultes d'âge mûr et il est moins probable qu'ils obtiennent un diplôme de formation professionnelle. Ils sont les plus touchés par le chômage. En quittant une réserve ou une localité rurale pour s'installer en ville, ils améliorent quelque peu leurs chances de décrocher un emploi plus rémunérateur.

Le rapport de la Commission royale et d'autres forums de discussion ont proposé des stratégies pour consolider cette compétence autochtone. Ces stratégies incluent le soutien d'initiatives communautaires mobilisant les autochtones de différents milieux pour qu'ils règlent leurs problèmes, la mise en place d'institutions autochtones assurant un leadership soutenu et efficace dans le respect de la culture de la collectivité, la promotion d'une collaboration et de partenariats entre le peuple autochtone, le secteur privé et les institutions gouvernementales pour briser l'isolement et anéantir les obstacles aux rapports productifs ainsi que la reconnaissance de la compétence des nations autochtones à négocier la place que doivent continuer d'occuper les peuples autochtones dans la société canadienne, tant sur les terres ancestrales qu'en milieu urbain.

Le fait que les nations autochtones continuent d'exister nous apparaît non seulement comme un fait historique mais aussi comme une réalité politique et légale. La manière dont l'État et le peuple canadien prennent en compte cette réalité doit faire l'objet de négociations. Je vous dirais simplement qu'il est impossible d'engager le dialogue en vue de bâtir ensemble l'avenir si la conversation commence par une déclaration unilatérale à l'effet que « vous n'êtes pas ceux que vous dites être ! ».

En deuxième lieu, la plupart des questions épineuses qui compliquent les relations entre les nations ont été abordées et résolues dans le traité conclu en 1998 entre la nation Nisga'a, la Colombie-Britannique et le Canada. Ce traité concède aux Nisga'a le contrôle d'une partie de leurs terres ancestrales ainsi qu'une part des ressources naturelles dans d'autres régions. Par ailleurs, il libère une grande partie du territoire des Nisga'a pour son usage et son développement par le Canada, la Colombie-Britannique et l'entreprise privée. Cet accord traite des pouvoirs législatifs des Nisga'a, des impôts et des transferts fiscaux intergouvernementaux.

Je ne veux pas proposer ici que le traité des Nisga'a serve de modèle aux rapports entre les nations. Mais il est un bon exemple de la mise en place d'un accord concret qui ne mine pas l'intégrité de la fédération cana-

diennne.

Enfin, en ce qui a trait aux rapports entre les nations, j'aimerais souligner les réels avantages tant pour le peuple autochtone que pour le Canada de reconnaître et de prendre en compte l'autorité des nations autochtones. Des gouvernements autochtones stables dont l'autorité est reconnue, des outils pour la mise en oeuvre des décisions et la légitimité aux yeux des citoyens peuvent conduire à un renouvellement économique et social avec plus d'efficacité que les tentatives précédentes des gouvernements fédéral et provinciaux. La preuve en a été faite.

### L'avenir commence aujourd'hui

Alors que j'achevais la préparation de cet exposé, j'anticipais déjà les questions que cette vision d'un avenir commun pourrait soulever. Comment y arriver ? Quel en sera le coût ? Est-ce dans l'intérêt des Canadiens ?

Un événement historique se déroulait au même moment dans le Nord québécois. En février, le Grand conseil des Cris et le premier ministre Landry ont signé une entente de nation à nation qui orientera le développement de cette région au cours des prochains cinquante ans. Cette entente a instauré une nouvelle procédure pour l'obtention du consentement d'une nation autochtone au développement de son territoire. Elle prévoit le partage des revenus provenant de l'exploitation des ressources dans les secteurs de l'électricité et de l'exploitation des mines et des forêts et elle reconnaît le droit qu'ont les Cris de décider de leur propre avenir économique.

Dans le discours qu'il a prononcé à la signature de l'entente, le grand chef Ted Moses a répondu à plusieurs des questions auxquelles je songeais. Il a dit notamment que :

« La nation Cri a lutté pendant 26 ans pour insuffler une nouvelle force et un nouvel esprit dans (la Convention de la Baie James et du Nord québécois) qui a suscité des débats juridiques — certains lancés par les Cris, d'autres lancés par les gouvernements et divers intervenants. Nous pouvons aujourd'hui oublier l'adversité et concentrer notre attention, notre énergie et notre imaginations sur la planification, en partenariat avec le Québec, d'un avenir qui inclut à la fois les Québécois et le peuple cri... »

L'entente que nous signons aujourd'hui... est le premier pas dans la mise en oeuvre des recommandations de la Commission royale sur les peuples autochtones et elle constitue la seule occasion au Canada jusqu'à maintenant où un gouvernement reconnaît et applique les principes d'autodétermination tel que le demande la Commission des droits de l'homme des Nations unies. »

J'ai soutenu qu'il est urgent d'établir de nouveaux rapports entre les peuples autochtones et les autres citoyens canadiens, que les partenaires autochtones et non autochtones en bénéficieraient, qu'une telle entreprise est parfaitement conforme aux lois et aux valeurs sociales du Canada.

Il y a une autre raison pour laquelle nous devons unir nos efforts pour améliorer nos rapports. Le monde a besoin d'un modèle de paix et d'amitié entre les peuples et le Canada est particulièrement bien placé pour le lui fournir.

Les coûts juridiques et sociaux de ce conflit sont impossibles à assumer. Les coûts de l'inaction augmentent à chaque génération. Nous avons la capacité d'imaginer un avenir meilleur et nous avons en main les outils pour le réaliser. Convenons dès maintenant de poursuivre ensemble nos objectifs communs, d'assurer à tous longue vie, santé, sagesse et paix, de promouvoir les bons rapports entre les peuples et le respect de cette terre qui nous soutient.



Le premier ministre du Québec Bernard Landry et le grand chef des Cris Ted Moses.

PHOTOTHÈQUE, La Presse

DEMAIN : un texte de John Ralston Saul

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur  
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Éducation: du pain sur la planche



MICHÈLE OUMJET  
michele.oujmet@lapresse.ca

Lorsque le nouveau ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, a dit qu'il voulait offrir un meilleur encadrement aux élèves du secondaire, il n'a pas réinventé la roue. On aurait cru entendre ses prédécesseurs, Michel Pagé et Jean Garon, qui ne juraient que par le titulariat et le tutorat.

Jean Garon avait été horrifié la première fois qu'il avait visité une polyvalente. Il venait de découvrir la réalité de ces énormes boîtes où, tous les jours, 1500 élèves se promènent de classe en classe et de prof en prof avec un sac bourré de livres.

Même constat ahuri de Michel Pagé lorsqu'il avait découvert l'univers archi-compliqué des polyvalentes.

Sylvain Simard est moins angélique et davantage branché sur l'école. Après tout, il a déjà enseigné — il y a fort longtemps — à tous les niveaux, du primaire à l'université. Contrairement à Michel Pagé et Jean Garon, il connaît un peu le système d'éducation. Ce qui ne l'empêche pas d'être choqué par le fonctionnement des écoles secondaires.

« Ça fait 30 ans que je le pense et ça m'a toujours scandalisé, a-t-il confié cette semaine à *La Presse*. Aujourd'hui, je suis ministre de l'Éducation et je le dis. »

Sa solution? Le tutorat. Fort bien. Sauf que l'immense majorité des écoles secondaires se sont déjà mises à l'heure du tutorat. En 1992, la Centrale des syndicats du Québec avait fait le tour des écoles et avait constaté que 72 % d'entre elles faisaient du tutorat. Le ministre Simard est en retard dans les nouvelles.

S'il ne veut plus voir de jeunes ados se promener d'une classe à l'autre, il devra revoir de fond en comble l'organisation du secondaire. Avec la promotion par matière et la multiplication des options, les écoles possèdent peu de marge de manoeuvre. Les élèves ont presque tous des parcours différents. Même s'ils ont un titulaire, ils continueront de changer de classe et d'enseignant cinq à six fois par jour.

Le ministre Simard n'a pas hésité devant le délicat dossier des écoles à vocation particulière. Il a décidé de foncer tête baissée et de faciliter leur éclosion, quitte à écorcher la fibre égalitaire des syndicats. Un bon point.

L'école secondaire publique à Montréal est mal en point. Les statistiques sont éloquents. En 1990, 18 % des élèves francophones allaient au privé. Dix ans plus tard, ce chiffre grimpe à 30 %. De plus

en plus de parents bouident le public et sont prêts à se saigner à blanc pour envoyer leur enfant à l'école privée... généreusement subventionnée par l'État.

Visiblement, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Dans cinq ans, combien de parents se précipiteront pour envoyer leur chérubin au privé, 35 %, 40 % ? Ces chiffres devraient déclencher une sonnette d'alarme au ministère de l'Éducation.

Le public peut concurrencer le privé en créant des écoles à vocation particulière ou des voies internationales à l'intérieur d'une école régulière. Ces deux modèles ont d'ailleurs connu un succès foudroyant. Mais, en 1997, devant leur développement anarchique, le gouvernement a décrété un moratoire. Dorénavant, chaque nouvelle école à vocation particulière devait obtenir le feu vert du ministre. Cette décision a pratiquement tué toute nouvelle initiative.

Sylvain Simard veut de nouveau ouvrir les vannes. Parfait. Mais il devrait, du même coup, étudier l'impact de ces écoles sur les établissements « ordinaires » qui perdent leurs meilleurs élèves et se ramassent avec tous les problèmes : décrocheurs, élèves poqués et immigrants qui apprennent le français.

Le statu quo est inacceptable. Les écoles à vocation particulière ne régleront pas tous les problèmes par magie mais elles font certainement partie de la solution.

Quand on constate à quel point certaines écoles sont mal en point, on comprend pourquoi les syndicats et le gouvernement résistent à l'idée d'instaurer un palmarès.

À la Commission scolaire de Montréal (CSDM), par exemple, les taux de décrochage atteignent des sommets ahurissants. À Pierre-Dupuy, 74 % des élèves abandonnent leurs études, à Louis-Joseph-Papineau 69 %, Chomedey-de-Maisonnette 61 %.

Ces écoles accueillent une clientèle pauvre. On ne peut évidemment pas les comparer au collège privé Jean-de-Brébeuf qui reçoit la crème de la crème. Les palmarès dépriment les élèves et découragent les professeurs et la direction. C'est vrai. Mais les parents veulent savoir si une école est bonne et cette demande est tout à fait légitime.

L'ex-ministre de l'Éducation, François Legault, a pratiqué une première brèche dans la loi du silence qui entoure la performance des écoles : il a exigé qu'elles pondent un plan de réussite.

Sylvain Simard est prêt à faire un pas de plus en obligeant les écoles à publier leurs plans. Encore faut-il qu'ils ne soient pas enrobés dans un horrible jargon de bureaucrate. Les parents veulent savoir mais ils veulent aussi comprendre.

### Contrairement à Michel Pagé et Jean Garon, Sylvain Simard connaît un peu le système d'éducation.

### DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

## Day un jour, Day toujours

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays.  
La traduction est de La Presse.

(Toronto Star, 4 mars)

SI STOCKWELL Day a appris quelque chose de ses tribulations à titre de chef de l'Alliance canadienne, ça ne transparaît pas dans son comportement. Dans sa quête de retrouver ce qu'il a perdu en décembre dernier, il fait étalage des mêmes traits de caractère qui lui ont attiré des ennus au cours de son mandat de 17 mois (intolérance, langue caustique, promptitude à punir).

La semaine dernière, M. Day a averti les députés qui appuient ses concurrents qu'advenant sa victoire, il n'y aurait pas de place au sein de son caucus pour ceux et celles qui continuent de le criti-

quer. « Si la volonté de bâtir un pays meilleur ne peut l'emporter sur les meurtrissures de votre ego parce que votre candidat a perdu la course, alors il serait peut-être indiqué de vous retirer et de laisser quelqu'un d'autre se faire élire, quelqu'un désireux de se battre pour ses électeurs plutôt que de s'en prendre à ses collègues députés », déclara M. Day.



Stockwell Day

C'est exactement ce genre d'attitude qui a déchiré l'Alliance canadienne. Des députés dévoués tels Deborah Grey et Chuck Strahl ont quitté le parti en raison de l'insistance que M. Day met à blâmer les autres pour ses erreurs. C'est son incapacité à calmer la tempête au

sein de ses propres troupes qui a provoqué la chute du soutien dont bénéficie l'Alliance à un score pathétique de 9 p. cent.

Il se peut que Day ait vendu suffisamment d'adhésions pour remporter le vote de cette semaine à la course à la direction. Il a beaucoup de supporters parmi la droite religieuse et il peut tirer parti des avantages que procure le statut de titulaire.

Mais si l'Alliance rêve de vaincre les Canadiens qu'elle mérite une deuxième chance, elle ne peut pas se permettre de réélire M. Day. L'Albertain de 51 ans a oublié de mûrir. Il ignore comment s'y prendre pour former une équipe qui se tient. Et il est incapable de résister à la tentation de calomnier ses critiques.

L'Alliance a commis une erreur de bonne foi lorsqu'elle a choisi Day comme leader la première fois. Le refaire serait un suicide politique.

## De la tenue dans les estrades

(The Guardian, Île-du-Prince-Édouard, 5 mars)

L'ASSOCIATION de hockey mineur de Sherwood-Parkdale (à l'Île-du-Prince-Édouard) a pris une décision sensée lorsqu'elle a demandé aux parents de signer une promesse de bon comportement lors de l'inscription de leurs enfants en vue de la saison 2002-2003. Cette initiative indique que l'association éprouve des difficultés avec des parents adeptes de l'altercation. Mais l'association lance aussi le message qu'elle ne tolérera pas ces comportements.

À compter de l'automne prochain, les parents qui inscriront leurs enfants devront signer une promesse (dont la formulation n'est pas encore terminée) indiquant qu'ils ne harceleront personne à la patinoire. Cette décision fait suite à une récente réunion au cours de laquelle des entraîneurs bénévoles ont fait part de leurs préoccupations croissantes quant aux comportements agressifs dont ils sont témoins.

Cette situation fait l'objet d'un débat non pas seulement ici, mais à l'échelle de l'Amérique du Nord. Ainsi, Thomas Junta, ce père d'un jeune hockeyeur du Massachusetts condamné pour avoir battu à mort

un entraîneur au cours d'une séance d'entraînement de hockey, est devenu un nom familier au cours de son récent procès précisément à cause de la nature troublante de cette affaire. Nul doute que tous les amateurs de hockey mineur et leurs organisations ont été contraints de s'ouvrir les yeux, les uns et les autres ayant eu leur part, de temps en temps, de confrontations mineures, ou même graves.

Vous vous rappelez le slogan que les groupes de hockey mineur lançaient à l'époque? « N'envoyez pas vos enfants à la patinoire, emmenez-les! » En clair, le message signifiait que ce n'était pas la partie elle-même qui était importante, mais plutôt l'expérience dans son ensemble, soit d'avoir du plaisir, de vivre la camaraderie avec ses coéquipiers, dans la victoire comme dans la défaite, et l'apprentissage de l'esprit sportif.

Aucune personne en particulier n'est à blâmer pour la violence croissante au hockey, sur la glace et dans les estrades. Mais chaque personne engagée dans le sport, joueurs, entraîneurs, parents, peut faire sa part pour réduire le problème au minimum.

### LA BOÎTE AUX LETTRES

#### Oui au casque en vélo

IL Y A quelques années, comme beaucoup de gens, ça me fâchait d'entendre parler de l'adoption possible d'une loi pour forcer le port du casque pour les cyclistes. Je ne portais pas de casque et je me rebellais à l'idée que l'on veuille me forcer à en porter un.

L'été passé, j'ai commencé à faire beaucoup de vélo (3500 km) et, en début de saison, je me suis acheté un casque afin d'en faire l'essai. Surprise, celui-ci est au moins aussi confortable que la casquette de baseball que je portais auparavant lors de mes excursions. Je suis maintenant un partisan du port du casque et personne ne me contredira si je dis que porter un casque est un facteur de sécurité additionnel. Mais je demeure contre l'adoption d'une loi. Je crois que l'on doit laisser les gens prendre leurs responsabilités et les laisser en assumer les conséquences. Par contre, si je respecte les gens qui ne veulent pas porter de casque de vélo, je demande à ceux-ci de respecter ceux qui ont choisi d'en porter un. Ridiculiser

ceux qui en portent comme l'a fait un de vos lecteurs en se moquant des cyclistes qui ne portaient presque rien sauf leurs casques, n'apporte rien au débat.

PATRICE BÉLANGER  
Pierrefonds

#### Une facette du libre-échange

DANS *La Presse* (édition du 7 mars), nous apprenons que l'Estrie est durement touchée par l'importation de déchets dangereux américains et l'on commence, avec raison, à s'en inquiéter. Voyez comme les choses sont bizarres : depuis des décennies, on nous dit que si les usines d'automobiles sont concentrées dans le sud de l'Ontario plutôt qu'au Québec, c'est à cause de sa situation géographique, plus près du marché américain ; par contre, pour ce qui est des déchets dangereux, il semble que le Québec soit tout près des États-Unis ! Ça doit être une des facettes du libre-échange : les

déchets américains s'en viennent ici et les équipes sportives d'ici s'en vont aux États-Unis.

PIERRE LAZURE  
Longueuil

#### Une vieille institution caricaturée

À PEINE le ministre Bégin a-t-il manifesté sa volonté de reconnaître aux gays et lesbiennes le droit à l'union civile, que le lobby homosexuel annonce son intention de réclamer d'Ottawa le droit au « mariage ». On aura beau redéfinir le mariage pour y inclure l'union de deux hommes ou de deux femmes, on ne réussira qu'à caricaturer une institution vieille comme le monde. C'est vrai que dans une société aussi « distincte » que la nôtre, il est essentiel de demeurer à l'avant-garde du changement pour le changement ! Quitte à forcer la nature...

PAUL-MAURICE ASSELIN

#### Pourquoi ne pas marcher ?

JE SUIS pour le sport amateur. Je suis pour ceux et celles qui pratiquent le sport. On en veut davantage de sport, à l'école. Mais, à chaque matin, je vois devant chez moi une trentaine de jeunes qui prennent l'autobus scolaire. Je me suis informé. La plupart n'ont guère plus qu'un km et demi à faire pour se rendre à l'école. Ils poireautent sur la rue à attendre l'autobus. Fréquemment, les premiers arrivés pour attendre l'autobus se seraient rendus à l'école s'ils avaient marché au lieu d'attendre. J'ai de la misère à me convaincre qu'on doit mettre plus d'argent dans le sport.

LIONEL GIRARD

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif :  
www.cyberpresse.ca/lettres

## À votre tour

# Ça allait trop bien!

KARIM RICHARD JBEILLI  
L'auteur est un résident  
de Saint-Laurent.

MM. Legault, Levine et Bertrand,



VOILÀ, C'EST fait. Ma décision est prise, je vais placer mes deux parents de 86 et 89 ans dans un centre d'accueil.

Jusqu'à présent, ils vivaient ensemble leur soixantième année de mariage dans un immeuble du chemin Côte-Vertu. Chaque jour, une employée du Service intégré pour personnes âgées (SIPA) venait leur servir leur repas, faire un peu de vaisselle, de lessive ou de ménage et repartait au bout d'une heure. Le cas échéant, elle signalait les situations inhabituelles ou les signes qui pourraient être inquiétants aux personnes responsables du SIPA.

Dans le cas où un problème de santé était suspecté, le médecin du SIPA faisait rapidement une visite à domicile ou alors une infirmière disposant du dossier médical de mes parents leur faisait des recommandations par téléphone. Enfin, le cas échéant, quelqu'un pouvait les emmener à l'urgence ou chez un médecin spécialiste.

L'aide que ce service a offert à mes parents n'a jamais été excessive. Non pas qu'ils craignaient de s'imposer mais je crois qu'ils estimaient que chacun devait faire sa part. Je faisais la mienne. Le soutien que je continuais à offrir à mes parents me responsabilisait par rapport à eux, raffermis nos liens. Je ne pouvais pas m'en remettre entièrement au SIPA. Je faisais le maximum, ils faisaient le reste.

Curieusement, même la voisine de mes parents s'est mise de la partie et a voulu offrir son aide généreuse. Tous les jours, elle s'est mise à leur donner leurs médicaments qu'ils n'auraient peut-être pas pris autrement. Une petite visite de voisinage, mais ô combien utile!

Depuis plus de deux ans, grâce au SIPA, j'ai pu maintenir mes parents à domicile. Ensemble, dans un environnement familial et en contact régulier avec moi et ma petite famille ainsi qu'avec les voisins, je crois qu'ils sont un peu

heureux ou, peut-être, un peu plus courageux dans cette avenue qui les mène à un « monde meilleur ». Ils ne coûtent pas beaucoup d'efforts à ceux qui les entourent. Huit heures de travail par semaine, et une organisation souple et délicate qui gère sans s'imposer, mettant à contribution la famille et le voisinage, autrement dit les « aidants naturels ».

Mais il y a un mois j'ai appris, à ma grande surprise, que ce service allait être coupé à la fin de l'exercice budgétaire, c'est-à-dire dans quelques jours. Je n'ai vraiment pas compris les raisons de cette décision de la Régie régionale. Le service est peu coûteux. Il est extrêmement efficace. Il maintient les personnes âgées dans leur environnement naturel et dans leur tissu familial et social. C'est un bijou.

Lorsque j'ai appris la décision, après quelques jours de réflexion et, je dirais même de désarroi, je vous ai envoyé une lettre, messieurs les ministres, pour vous informer de l'incongruité de la situation. Hélas! Je n'ai pas reçu de réponse de votre part.

Depuis quelques années, mes parents ont oublié comment fonctionne un four micro-ondes. Pour chauffer leur repas du soir, ils ont tendance à le programmer trop longtemps. Si bien que la nourriture crame et que le contenant de plastique fond. Il se dégage une fumée qui inquiète à juste titre les voisins.

Pour remédier à ce problème, il me faudra trouver de nouvelles ressources pour le repas du soir et pour remplacer celles que le SIPA ne fournira plus pour le dîner.

Ayant trouvé ces personnes, il me faudra les gérer, leur expliquer ce qu'elles doivent faire et ne pas faire, interpréter les informations qu'elles me donneront. Bref, consacrer quelques heures par semaine à la seule gestion de la situation, sans compter le temps que nécessite leur santé et les multiples visites chez les médecins.

C'est bien sûr impossible pour moi. J'ai une femme, trois enfants et un boulot très prenant. Je n'ai plus le choix. Il me faut placer mes parents tout en sachant qu'aussi dociles soient-ils, ils auront du mal à comprendre et surtout à accepter. Et l'auront-ils accepté aujourd'hui qu'ils auront oublié l'avoir fait le lendemain. Il faudra alors leur expliquer à nouveau.

Je ne suis pas un spécialiste de



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse  
Avec un peu d'aide à domicile, Nelly et Richard Jbeilli, 86 et 89 ans, mènent une vie bien tranquille et... autonome. Mais des compressions budgétaires gouvernementales pourraient mettre fin à leur mode de vie.

l'économie mais je devine d'avance que, dans un centre d'accueil, mes parents vont coûter bien plus cher que les huit heures hebdomadaires qu'on leur offrirait jusqu'à présent. Cette coupure de ressources est en fait une augmentation immédiate de dépenses sous une rubrique budgétaire sans doute moins apparente. On fait semblant de couper alors qu'en fait, on dépense plus. C'est difficile à admettre, mais c'est ainsi.

Je sais parfaitement que placer mes parents revient à les couper de leur environnement et de leurs relations affectives. Ils ne vont plus

se sentir responsables de leur vie, ils vont perdre leur intimité conjugale qui les a soutenus soixante ans durant et vont s'abandonner au sort qu'on leur réserve. Ils vont s'installer dans la passivité et probablement accéder par lassitude à un « monde meilleur » plus rapidement. Cette lettre ouverte est mon dernier recours. Je le tente.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Jbeilli recevra une copie laminée de cette page.

## Un nouveau fléau

DANY VIGNOLA  
et GEORGETTE COSSETTE  
Les signataires habitent  
à Saint-Prospère-de-Champlain

LES PORCHERIES sont rendues de vrais fléaux pour la société. Tout le monde en parle... Mais ce fléau progresse. Il est rendu dans notre petit village de Saint-Prospère-de-Champlain. En effet, un projet de porcherie-maternité de 1200 truies est en cours et il flotte au-dessus du village comme une épée de Damoclès. De surcroît il sera situé dans un triangle touristique : vignoble, ferme agro-alimentaire, secteur récréo-touristique et de villégiature, dans une paroisse de 504 résidents.

Quiconque, le moins de sensé, peut prévoir sans se tromper, la fin de ces trois pôles actifs

de Saint-Prospère. Le 8 janvier dernier, la Commission de protection du territoire agricole recevait en audiences publiques les opposants à ce projet. La décision rendue est l'acceptation de morcellement pour permettre l'implantation de cette porcherie. Les membres de la commission reconnaissent les doléances des opposants mais ils jugent qu'il est du ressort du ministère de l'Environnement de les analyser.

Saint-Prospère est un village essentiellement agricole, certes. Mais lorsque l'on constate les ravages environnementaux de l'élevage intensif (surtout porcine et les autres sans sol aussi), nous avons amplement le droit de combattre cet agresseur. Nous ne voulons pas que notre village soit sur la liste noire des municipalités en surplus et où il ne sera plus possible pour

quiconque de posséder même une micro-ferme ou d'augmenter un troupeau existant.

Mais quand donc s'arrêtera cette folie destructrice? Lorsque toutes les terres du Québec seront impropres à la culture? Tous nos cours d'eau contaminés? Des cas de mortalité directement reliés à la pollution agricole? Lorsque notre gouvernement sera obligé d'acheter les producteurs pour qu'ils cessent leurs activités, comme au Danemark? Ou lorsque des régions entières seront obligées d'acheter leur eau potable, comme en Bretagne?

La production animale oui, mais pas à ce prix! Nous devons réagir, nous impliquer, en incitant nos élus municipaux à faire des choix qui respectent tout notre environnement.

Nous devons tous sans relâche

demander à nos dirigeants (à tous les niveaux) des normes et des règlements aussi sévères que ceux de l'industrie et les appliquer à ces élevages intensifs. Quand le gouvernement réagira-t-il aux demandes de tous les opposants de partout au Québec? Quand arrêtera-t-il ce fléau pour protéger ce qui reste de potable de notre écosystème? Quand aurons-nous un gouvernement qui protégera autant ses habitants que ses intérêts économiques?

L'UPA, la CPTAQ et le MAPAQ sont-ils encore les protecteurs du monde agricole? En fermant les yeux sur les conséquences aussi néfastes des gros élevages, ils se sabotent eux-mêmes et nous tous en même temps? Unissons nos efforts pour que cesse ce fléau!

## L'arnaque

SYLVAIN DUFALT  
L'auteur est un Montréalais.

M. Richard Legendre, ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport,

IL Y A quelques semaines, les excès des fêtes aidant, j'ai jugé qu'il serait bénéfique de me remettre au ski de fond. Mon choix s'est arrêté sur le parc des Îles de Boucherville. Il est tellement agréable d'y ouvrir ses propres pistes et de se balader dans certains secteurs qui donnent l'impression d'être au bout du monde, alors que nous ne sommes qu'à quelques minutes de Montréal.

J'ai malheureusement rebroussé chemin. À l'entrée du parc, une fonctionnaire qui brisait l'ennui en lisant tranquillement un livre m'a réclamé 3,50 \$ pour l'accès à un lieu qui est pourtant presque désertique en cette période de l'année. Ne voyant pas la logique de déboursurer une telle somme, j'ai rebroussé chemin, me rabattant sur le parc régional de Longueuil, où pour la somme de 0 \$ j'ai eu droit à : deux heures de ski sur des sentiers tracés, l'éclairage des pistes en soirée, ainsi que deux relais chauffés avec services de restauration. En prime, quelques cerfs de Virginie sont venus me saluer.

Cette petite introduction m'amène à dénoncer une politique qui à mon avis, doit être révisée. L'accès au réseau des parcs provinciaux devrait être, comme par le passé gratuit.

Les parcs du Québec sont une de nos plus grandes richesses collectives et devraient être accessibles gratuitement à tous. Je pense entre autres aux familles à faible revenu pour qui, payer un tarif d'accès, si minime soit-il peut grever leur budget pour le reste du mois. L'accès gratuit aux parcs permettrait à ces gens, souvent confinés à leur petit logement, de profiter d'activités de plein air. Tout cela devrait pourtant être facile à comprendre pour un gouvernement se réclamant de la social-démocratie.

### Bien des questions

Le discours actuel tente de justifier l'imposition de droits d'accès par la création et le maintien de différents services. Il m'est permis d'en douter. Est-ce qu'il coûte si cher de maintenir un bloc sanitaire ou encore d'étendre un peu de gravier sur les sentiers au printemps? Est-ce que l'entretien des parcs coûte plus cher qu'à l'époque où l'accès était gratuit?

Je me demande également si toute l'infrastructure reliée à la perception des droits d'accès ne coûte pas plus cher qu'elle ne rapporte. La préposée à l'accueil qui se meurt d'ennui en lisant son livre, le patrouilleur agressif qui cherche désespérément à pincer ceux qui se sont infiltrés sans payer, tous les employés chargés d'administrer et comptabiliser ces revenus sont-ils réellement nécessaires? Combien en coûte-t-il globalement pour nous arracher 3,50 \$? Dans le cas du parc des Îles de Boucherville l'arnaque est on ne peut plus criante car cet endroit est très peu fréquenté en hiver.

À mon avis il est tout simplement ridicule de payer pour aller seulement prendre une marche au grand air.

Finalement, j'ai un remède miracle aux problèmes de surpopulation dans les hôpitaux : incitez les gens à l'activité physique en abolissant les droits d'accès dans les parcs provinciaux. Je suis sûr que cela en incitera plusieurs à aller prendre une petite marche dans la nature. Les Québécois ne s'en porteront que mieux.

## Embrouillamini pour ronds-de-cuir esseulés

Réforme de la santé: plus de cliniciens, moins d'administrateurs, voilà notre véritable leitmotiv

LOUIS SIMARD  
L'auteur est médecin à Chicoutimi.

DANS LA FOULÉE de la Commission Romanow sur le système de santé canadien, nombreux sont les sons de cloche quant à l'avenir de celui-ci tel qu'on le connaît depuis plus d'un quart de siècle déjà. En fait, le débat essentiellement se polarise autour de deux idées maîtresses, soit un statu quo qu'on dit moribond et une privatisation à qui on prête maintes vertus.

Pas aisé d'y voir clair dans toutes les joutes oratoires auxquelles on se livre, hypertrouphées de statistiques, ankylosées par un verbiage aseptisé, ésotérique, réservé à quelques initiés, fort éloignées des débats d'antan où prévalait le sens commun si indispen-

sable à l'analyse de tout enjeu à caractère public, de toute cause touchant l'ensemble de la Cité. À l'ombre d'une démocratie véritable, on laisse de grands experts décider de choses bien trop importantes, on les laisse se chamailler autour de questions accessoires qui prennent souvent préséance sur l'essentiel, portés qu'ils sont par des idéologies réductrices, « nivelantes » et sans âme.

Qu'on ne s'y méprenne pas, la question cachée derrière tout ce cirque en est exclusivement une de nature monétaire, non pas celle qui aurait trait à une meilleure et plus rigoureuse administration des acquis en place, mais à un chamboulement majeur des règles du jeu où le libéralisme ambiant est maître et seigneur.

Collectivement, il y a fort à parier que ce

changement de cap tant souhaité par cette portion classe « affaires » de la société, ces lettrés de la privatisation, nous coûte bien davantage; l'exemple des États-Unis serait-il trop près de nous pour bien le voir?

La santé est un bien et une responsabilité à la fois personnelle et publique, la première comme moteur, la seconde comme facilitateur. Pourquoi déployer tant d'énergie à vouloir réinventer la roue lorsque quelques ajustements, même d'envergure, seraient bien mieux avisés. La véritable révolution est à faire du côté de l'exclusion et du limogeage absolu de tous les carriéristes administratifs (cadres, directeurs non cliniciens, coordonnateurs et autres suppôts de l'État) qui freinent, sapent à sa base toute initiative clinique dont le patient serait tributaire au premier chef.

L'apathie du système de santé, ses coûts délabrés, son innovation anémique, nous viennent de sa lourdeur administrative. Plus de cliniciens, moins d'administrateurs, tel devrait être notre véritable leitmotiv et cesser de chercher midi à quatorze heures et tenter de nous faire croire que le salut passe par un libéralisme à tout vent. Le maintien ou le refus de la répartition équitable et universelle de la richesse collective est la seule interrogation valable actuellement.

Le reste n'étant que poudre aux yeux, un embrouillamini pour ronds-de-cuir esseulés.

Vous voulez nous écrire?  
forum@lapresse.ca

# LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

## André Bérard

Après 12 ans de grandes batailles et de retentissants succès, le grand manitou de la Banque Nationale tire sa révérence.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le 13 mars prochain, André Bérard, président du conseil et chef de la direction de la Banque Nationale, va quitter les hautes fonctions qu'il assume depuis plus de 12 ans. «Monsieur B.», comme l'appellent ses collaborateurs, prend sa retraite. Pendant plus de 20 ans, il a marqué de sa forte personnalité le secteur bancaire et le monde des affaires, tant au Québec qu'au Canada et ailleurs dans le monde. Considéré comme le grand banquier des PME québécoises, il restera cependant très actif dans un domaine où il a imprimé sa marque. «Je vais continuer à siéger à une dizaine de conseils d'administration, mais j'aurai beaucoup moins de contraintes administratives. J'avais pris la présidence de la Banque Nationale à un moment difficile. Je l'ai fait croire et j'ai formé une relève à l'intérieur qui va poursuivre le travail entrepris. Je suis très content de ces deux réussites.» *La Presse* salue l'oeuvre de celui qui considère qu'il a fait de la Banque Nationale «le chevalier de l'entrepreneurship au Québec» et marque le début de la semi-retraite de monsieur André Bérard en le nommant la *Personnalité de la semaine*.

La carrière d'André Bérard a débuté en 1957. Il n'a que 17 ans quand son père, un machiniste de la Northern Electric de Saint-Henri, meurt d'un cancer. Il laisse derrière lui sa veuve, Marie-Louise Blais, et cinq garçons. André, l'aîné, quitte le collège Saint-Viateur où il étudie et commence à travailler dans la succursale de la Banque Provinciale située à l'angle des rues Saint-Hubert et Jarry. Sa carrière de banquier débute : il est commis au recouvrement des traites. Il parcourt les rues de la ville, distribue les traites aux commerçants et en obtient le paiement à leur échéance. De 1963 à 1972, il sera directeur adjoint puis directeur de succursale. Tout en travaillant, il suit des cours, se spécialise. En 1967, il reçoit le diplôme de Fellow de l'Institut des

banquiers canadiens. Il suit des cours et des séminaires sur les opérations internationales, tant auprès des banques américaines qu'euro-péennes. C'est d'ailleurs au service international qu'il fait son entrée au siège social de la Banque Provinciale en 1972.

«J'ai été mêlé de près à la fusion de la Banque Provinciale et de la Banque Nationale en 1979. C'était une période difficile, la petite banque prenait le contrôle de la grosse. Et puis il y a eu des expériences catastrophiques, comme l'affaire Bloomingdale avec Robert Campeau, et encore Olympia et le Canary Wharf. Ce sont des périodes où il a fallu se bagarrer dur, moi et toute mon équipe. Pas facile, la vie de banquier, sauf depuis quatre ou cinq ans : la banque va bien.»

Il y a eu des batailles difficiles, mais aussi de grandes satisfactions dans la vie du banquier André Bérard. Tellement qu'il a peur d'en oublier quand il en dresse la liste. «C'est toujours odieux de ne pas tous les nommer. Il y a eu Bombardier, Saputo, Cascade, Coutu, Transcontinental, Glidden. La BN est devenue un incontournable pour les entrepreneurs du Québec. Nous les avons tous côtoyés, Couchetard, Charles Sirois. Vivre l'expansion de tous ces entrepreneurs, ç'a été extraordinaire. Certains ont eu des moments durs, mais tous ces gens méritaient la confiance que nous leur avons donnée.»

Heureux d'avoir formé la relève qui va continuer le travail, André Bérard entretient déjà de nouvelles fusions, des développements qui se réaliseront dans les cinq ans à venir. «La BN est en excellente position, l'action en Bourse prend de la valeur. Elle pourra faire une acquisition majeure, frapper un grand coup quand l'occasion se présentera.»

Entre ses conseils d'administration et sa maison de l'Estrel où il adore travailler, bricoler, faire de longues promenades à pied, André Bérard entretient ce qu'il appelle «un après carrière» à son goût. A 92 ans, sa mère possède une vitalité remarquable.



«La BN est en excellente position, l'action en Bourse prend de la valeur. Elle pourra faire une acquisition majeure, frapper un grand coup quand l'occasion se présentera.»

«Vous trouvez que j'ai de l'énergie? Vous devriez la voir. C'est de la dynamite!» Il a un fils qui fait des films d'animation. «Un artiste, dit-il en riant. Bolé en maths et très créateur. Il ne me ressemble en rien. Par contre la fille aînée de ma conjointe, qui est cambiste à la banque, est comme moi. Sa cadette, que j'ai adoptée elle aussi, est encore étudiante.»

Actif au sein d'un grand nombre d'organismes, Officier de l'Ordre du Canada et de l'Ordre national du Québec, Grand Montréalais 1997, André Bérard a été de toutes les tribunes depuis plus de vingt ans,

toujours disponible et dynamique. Avec sa réputation de bon vivant, de bonne fourchette, il s'est nettement démarqué de l'image traditionnelle du banquier austère et puritain. Il aime les vins qui ont du caractère, beaucoup de tanin. «J'aime qu'un vin soit long en bouche, qu'il conserve sa profondeur.» Désormais, il va pouvoir consacrer plus de temps à l'élaboration de sa cave. Ses meilleures bouteilles? «Un Penfolds Grange Hermitage, un grand vin australien. Mais il faut que ce soit un Grange Hermitage. Ou encore un Amarone d'Italie.»



Retrouvez  
**La personnalité  
de la semaine**

La Presse/  
Radio-Canada  
demain matin

**René Homier-Roy**

C'est bien meilleur le matin

du lundi au vendredi  
de 5h à 9h



Radio-Canada  
Télévision

**Les 3 Mousquetaires**

avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre  
et Gaston Lepage

du lundi au vendredi  
de 9h à 10h